



● RENCONTRE ENTRE LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ET LE VICE-PREMIER MINISTRE RUSSE

## Plusieurs dossiers examinés

(P3)

Le général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit le SG adjoint délégué pour les affaires politiques et la politique sécuritaire de l'OTAN

(P3)



# LE MAGHREB

## Le Quotidien de l'Économie

**L'ALGÉRIE RENFORCE SA FLOTTE MARITIME MARCHANDE**

# Stratégie d'exportation ambitieuse

L'Algérie s'engage résolument dans le développement de sa flotte maritime marchande avec l'ambition d'acquérir trois nouveaux navires de grande taille en 2025. Cette initiative, annoncée par le P-DG du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), Mohamed Tayeb Aboud, s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie d'exportation hors hydrocarbures, visant à diversifier l'économie nationale.

(Lire en Page 4)



● COOPÉRATION

## Attaf reçoit un haut responsable de l'OTAN

(P3)



● ALGÉRIE-ITALIE

## Signature d'un protocole de coopération en matière de formation policière

(P4)

● DEVANT ENTRER EN VIGUEUR AUJOURD'HUI

## Interdiction de l'UNRWA, une décision extrémiste aux retombées catastrophiques

(P12)

## Scholz critique le soutien d'Elon Musk à l'AfD, dénonçant un acte 'détestable'



Le chancelier allemand Olaf Scholz a de nouveau critiqué le soutien du milliardaire technologique américain et confident de Donald Trump, Elon Musk, au parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), qualifiant cela de « détestable », ont rapporté les médias mercredi.

Scholz a déclaré aux journalistes en marge d'un événement de campagne électorale à Berlin qu'en tant que social-démocrate, il était habitué à ce que des entrepreneurs médiatiques riches interviennent dans la politique allemande.

Ce qui est nouveau, cependant, c'est que Musk soutient des politiciens d'extrême droite à travers l'Europe, a-t-il ajouté.

"Et cela est vraiment dégoûtant. Ce n'est pas bon pour le développement démocratique de l'ensemble de l'Union européenne."

Musk s'était exprimé à plusieurs reprises en faveur de l'AfD ces dernières semaines avant les élections générales du 23 février, avait eu une conversation avec la leader de l'AfD, Alice Weidel, sur sa plateforme en ligne X et avait participé à un événement de campagne de l'AfD via vidéo durant le week-end.

À l'approche du 80e anniversaire de la libération du camp de concentration nazi d'Auschwitz, le conseiller du président américain sur l'efficacité du gouvernement avait déploré que l'Allemagne accorde "trop d'importance à la culpabilité passée".

Scholz a réagi en critiquant vivement les déclarations de Musk sur cette question. "Nous sommes très reconnaissants que les États-Unis aient libéré notre pays (des nazis) et nous aient aidés à redevenir une démocratie", a-t-il déclaré.

"C'est la raison pour laquelle je ressens une profonde indignation face au soutien qu'Elon Musk apporte à l'extrême droite et à son incapacité à répondre de manière appropriée aux meurtres de tant de Juifs et d'autres innocents en Europe, perpétrés par les Allemands dans le passé", a ajouté le chancelier.

Cette critique survient alors que les inquiétudes grandissent en Allemagne face à la montée des mouvements d'extrême droite, en particulier l'AfD, que Scholz accuse de chercher à diviser le pays par une rhétorique anti-immigrés.

Musk a ouvertement soutenu le parti, affirmant sur sa plateforme X : "Seul l'AfD peut sauver l'Allemagne".

Scholz a également réaffirmé sa position ferme contre l'extrémisme d'extrême droite, soulignant que de tels mouvements représentent une menace directe pour les valeurs démocratiques de l'Allemagne, tout en mettant en lumière la façon dont les immigrants ont renforcé la société allemande grâce à leurs contributions vitales dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'industrie.

## Zelensky : « Poutine prolonge la guerre pour échapper aux négociations »

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a accusé mercredi Vladimir Poutine de prolonger délibérément le conflit pour éviter les négociations et maintenir l'instabilité dans la région.

"Poutine a une fois de plus confirmé sa peur des négociations et des leaders forts, en faisant tout ce qu'il peut pour prolonger la guerre", a écrit Zelensky sur X.

Selon lui, chaque action de Poutine, chaque manœuvre cynique vise à rendre la guerre interminable.

Alors que des opportunités de paix durable existent, Poutine cherche soit à intensifier les attaques, soit à obtenir une pause temporaire pour préparer de nouvelles agressions, a affirmé Zelensky.

Il a exhorté les dirigeants mondiaux à tirer les leçons des erreurs passées, avertissant que Poutine reste une menace majeure pour la stabilité mondiale.

Il a toutefois souligné que le président russe manquait de la détermination nécessaire pour résister à une pression internationale forte.

"Nous devons agir de manière décisive et unie, avec ceux qui croient en la paix et souhaitent la rapprocher par la force", a-t-il ajouté. "Une véritable paix est possible, mais seulement si la Russie y est contrainte".

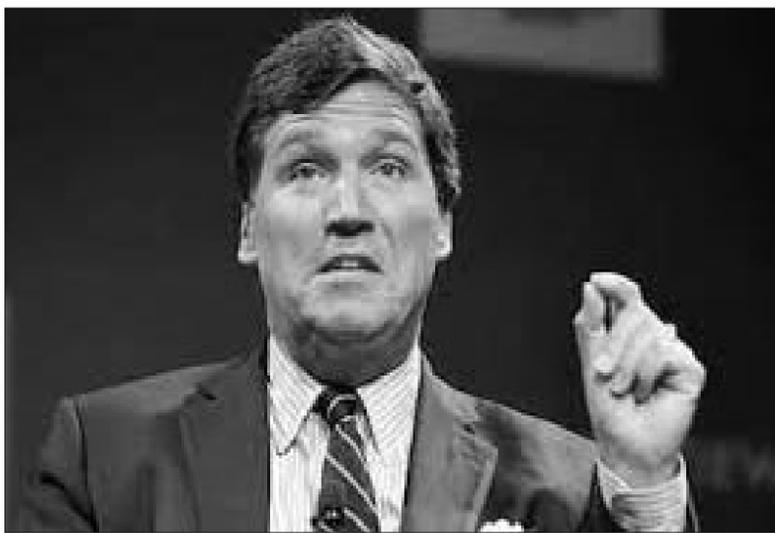
## L'administration Biden a « essayé de tuer Poutine », accuse Carlson

Les États-Unis, sous la présidence Biden, auraient tenté d'assassiner le président russe, a affirmé Tucker Carlson dans une interview diffusée le 27 janvier. Celui-ci a également accusé Washington d'avoir organisé le sabotage des gazoducs Nord Stream.

L'administration Biden a tenté d'éliminer le président russe Vladimir Poutine, a affirmé Tucker Carlson lors d'un entretien avec le journaliste Matt Taibbi diffusé le 27 janvier.

«Antony Blinken a fait

pression pour qu'une véritable guerre éclate, en essayant de tuer Poutine, par exemple» a lancé l'expert vedette de la chaîne Fox News. «Ce que l'administration Biden a fait, ils ont essayé de tuer Poutine» a-t-il insisté. Le journaliste américain a également évoqué le sabotage des gazoducs Nord Streams, reliant la Russie à l'Allemagne et passant par la mer Baltique. Selon lui, cet événement pourrait provoquer l'effondrement de l'OTAN «lorsque les gens se réveilleront de leurs illusions». «Il s'agit d'une attaque menée par une puissance de l'OTAN contre un allié, contre un autre membre de l'OTAN. C'était une attaque des États-Unis contre l'Allemagne» a insisté le journaliste américain. «Les services spéciaux russes prennent en permanence toutes les mesures nécessaires», assure Peskov. Les déclarations de Tucker Carlson ont fait réagir à Moscou. Le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov, a déclaré ce 28 janvier que «les services spéciaux russes prenaient en permanence toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité publique». Selon lui, ils assurent «la sécurité des personnes placées sous la protection de l'État, en premier lieu du chef de l'État». En décembre dernier, dix mois après avoir interviewé Vladimir Poutine, Tucker Carlson s'était rendu à Moscou pour renouveler l'exercice avec le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. «L'idée même d'une guerre avec les États-Unis, qui serait nucléaire, nous répugne» avait déclaré le ministre russe. Ce dernier a également rappelé qu'en décembre 2021, la Russie avait fait part de ses préoccupations en matière de sécurité aux pays occidentaux, en exigeant notamment l'engagement que l'Ukraine ne rejoindrait pas l'OTAN ou tout autre bloc militaire. Cependant, avait déclaré Lavrov, «l'Occident a totalement méprisé les intérêts russes en matière de sécurité».



## Suède : un homme tente d'enfoncer les portes de l'ambassade de Russie à Stockholm

L'ambassade de Russie en Suède a rapporté ce 28 janvier qu'un individu avait tenté de forcer ses portes à l'aide d'une voiture. Selon la même source, l'assaillant, qui serait un Ukrainien ayant déjà commis des «actes de provocation», aurait été par le passé désigné comme mentalement irresponsable. Ce 28 janvier au matin, un individu a tenté de forcer les portes de l'ambassade de Russie à Stockholm, a indiqué la représentation diplomatique sur sa chaîne Telegram. Selon ce communiqué, l'homme a tenté de forcer le portail à l'aide d'une voiture. «Il n'a pas réussi à pénétrer sur le territoire de la mission diplomatique», a précisé l'ambassade russe. Cette dernière a également déclaré que l'auteur de l'attaque, interpellé, s'est avéré être un citoyen ukrainien résidant en Suède. Les diplomates russes ont indiqué qu'il était «bien connu de l'ambassade et de la police locale», car en 2015 et 2018, il avait déjà «attaqué l'ambassade et la mission commerciale russes en Suède, avait été reconnu comme souffrant de troubles psychiques et avait été orienté afin de «recevoir un traitement approprié». «Aucune mesure sérieuse à l'encontre de cette personne» Cependant, il «a recommencé à commettre des actes de provocation contre les institutions étrangères russes à Stockholm». Dans le même temps, selon une déclaration de l'ambassade de Russie, malgré les appels à la police, celle-ci n'a pris «aucune mesure sérieuse à l'encontre de cette personne», a accusé la représentation. «Il est bon que personne n'ait été blessé lors de cet incident», a-t-elle conclu.

## Inde : au moins 15 morts dans une bousculade lors du festival Kumbh Mela

Au moins 15 personnes auraient trouvé la mort mercredi à la suite d'une bousculade survenue lors du Kumbh Mela, un festival hindou présenté comme le plus grand rassemblement religieux du monde.

Les autorités n'ont toutefois pas encore confirmé le nombre de décès causés par la bousculade, rapporte le quotidien Hindustan Times. Le festival a débuté au début du mois dans l'État d'Uttar Pradesh, dans le nord du pays. Selon les autorités, l'incident s'est produit le jour de Mauni Amavasya, le jour le plus important du festival.

Le Premier ministre indien Narendra Modi a qualifié l'accident d'"extrêmement triste".

"J'adresse mes condoléances les plus sincères aux fidèles qui ont perdu leurs proches dans cet accident. Je souhaite également un prompt rétablissement à tous les blessés", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que l'administration locale était "déterminée à soutenir les victimes de toutes les façons possibles".

Le Maha Kumbh a lieu tous les 12 ans sur les rives de la rivière Ganges, à Prayagraj. Cette année, il se déroule du 13 janvier au 26 février et quelque 400 millions de personnes sont attendues.

La ville de Prayagraj, anciennement Allahabad, est considérée comme particulièrement sainte par les hindous car elle abrite le Triveni Sangam, le confluent sacré du Gange, de la Yamuna et de la mythique rivière Saraswati.

## Crash aérien au Soudan du Sud : 20 personnes à bord de l'appareil

Mercredi, un avion transportant 20 passagers s'est écrasé peu après son décollage d'un aéroport de la région de l'État d'Unity, au Soudan du Sud, a annoncé un responsable local.

Gatwech Bipal, ministre de l'Information et de la Communication de l'État d'Unity a précisé que l'avion, qui devait relier la capitale Juba, a chuté immédiatement après le départ.

Il a ajouté qu'il se dirigeait vers le lieu du crash, dans la région du Grand Nil supérieur.

Les autorités locales craignent que des pertes humaines soient à déplorer.

RENCONTRE ENTRE LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ET LE VICE-PREMIER MINISTRE RUSSE

## Plusieurs dossiers examinés

**Les relations entre l'Algérie et la Russie ont connu un regain d'intensité ces dernières années, ancrées dans un partenariat stratégique qui transcende les simples échanges diplomatiques pour englober des domaines économiques cruciaux.**

Le président de la République algérienne, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier M. Dimitri Patrouchev, vice-premier ministre russe, ainsi qu'une délégation l'accompagnant. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations

diplomatiques et économiques entre l'Algérie et la Russie, a été l'occasion d'échanger sur des sujets cruciaux pour les deux pays amis.

L'audience entre M. Tebboune et M. Patrouchev représente un pas significatif vers le renforcement des relations stratégiques entre l'Algérie et la Russie. Avec des discussions qui portent sur des enjeux économiques, et sécuritaires dont la lutte contre le terrorisme, notamment dans le Sahel, cette rencontre reflète l'ambition des deux pays de collaborer étroitement pour bâtir un avenir commun prospère. Au-delà des échanges protocolaires, cette coopération promet de générer des bénéfices tangibles pour les deux pays.

L'audience s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités importantes, dont M. Boualem Boualem, directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Youcef Cherfa, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et M. Boumediene Guennad, ambassadeur d'Algérie en Russie. Cette représentation éminente témoigne de l'importance accordée à ces discussions, qui portent sur des domaines

stratégiques pour le développement économique et social de l'Algérie.

Au cours de cette audience, les deux parties ont examiné les possibilités de renforcer la coopération bilatérale dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'industrie et l'énergie. Les discussions ont également porté sur les investissements russes en Algérie, un domaine en pleine expansion qui pourrait contribuer significativement à la diversification économique du pays. M. Patrouchev et M. Tebboune ont mis en évidence l'importance des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Russie, soulignant la nécessité de multiplier les initiatives visant à faciliter le commerce et l'investissement. Ainsi les négociations ont probablement inclus des stratégies pour améliorer l'accès aux marchés et développer des projets conjoints qui renforceront les capacités économiques des deux pays.

Cette rencontre s'inscrit dans une série d'initiatives visant à consolider les relations entre l'Algérie et la Russie. Les deux pays partagent une histoire riche de coopération, notamment dans des domaines tels que la défense, la technologie et l'agriculture. En renforçant ces liens,



l'Algérie aspire à diversifier ses partenariats économiques et à attirer davantage d'investissements étrangers.

### ÉCHANGES COMMERCIAUX EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Russie se sont intensifiés ces dernières années. L'Algérie, traditionnellement dépendante des hydrocarbures, diversifie ses partenariats économiques en se tournant vers des pays comme la Russie pour renforcer ses capacités industrielles et agricoles. Selon les statistiques récentes, les exportations algériennes vers la Russie incluent des produits agricoles et des matières premières, tandis que les importations concernent principalement des

machines et des équipements techniques.

La coopération dans les secteurs stratégiques, notamment l'énergie et l'agriculture, illustre un engagement commun vers l'autosuffisance et la création d'emplois. L'Algérie a également bénéficié de l'expertise russe dans le développement de ses infrastructures agricoles, visant ainsi à améliorer la sécurité alimentaire dans le pays.

Les investissements russes en Algérie sont en pleine expansion, couvrant plusieurs secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie, et la construction. Des entreprises russes se sont engagées dans des projets d'envergure, apportant technologies et savoir-faire pour soutenir le développement durable du pays.

Hamza B.

### COOPÉRATION

## Attaf reçoit un haut responsable de l'OTAN

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, hier au siège du ministère, le Secrétaire général adjoint délégué pour les affaires politiques et la politique sécuritaire de l'OTAN, M. Javier

Colomina, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre a permis de passer en revue l'état et les perspectives du dialogue et de la coopération entre l'Algérie et l'OTAN et d'échanger les analyses et les vues sur plusieurs questions d'intérêt commun, notam-

ment les défis sécuritaires dans l'espace euro-méditerranéen et les développements de la situation au Moyen-Orient et dans la région sahélo-saharienne. La deuxième session du dialogue politique entre l'Algérie et l'OTAN s'est tenue dans le cadre de cette visite, conclut le communiqué.

## Le général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit le SG adjoint délégué pour les affaires politiques et la politique sécuritaire de l'OTAN

Le général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, avant-hier au siège de l'état-major de l'ANP, M. Javier Colomina, Secrétaire général adjoint délégué pour les affaires politiques et la politique sécuritaire de l'Otan, qui effectue une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Monsieur le général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'ANP, a reçu en audience, ce mardi 28 janvier 2025, au siège de l'état-major de l'ANP, M. Javier Colomina, le Secrétaire général adjoint délégué pour les affaires politiques et la politique sécuritaire de l'Otan, qui effectue une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation", précise la même source. Ont pris part à cette rencontre, des Généraux-majors et des Généraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation de l'Otan. Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation hôte, le général d'Armée a souligné que "cette visite reflétait la volonté des

deux parties à renforcer la coopération commune dans le cadre de l'instauration des exigences de la stabilité et de la sécurité régionales".

"Votre visite reflète l'intérêt réservé par l'Otan au renforcement du dialogue avec l'Algérie, notamment en ce qui concerne l'instauration des facteurs de la stabilité et de la sécurité régionales. Elle constitue également une opportunité pour échanger les points de vue sur la situation dans la région et examiner les voies et moyens de développement de la coopération commune", a-t-il ajouté à l'adresse du responsable de l'Otan. "Nous considérons le dialogue méditerranéen de l'Otan, auquel l'Algérie a adhéré en 2000, un cadre important qui permet de mener des concertations sur les questions de sécurité commune et de lutter plus efficacement contre les menaces qui affectent la sécurité de la région. Cette dernière étant une préoccupation permanente pour les pays des deux rives de la Méditerranée, l'Otan a adopté, lors du congrès de l'Organisation, tenu à Washington le mois de juillet passé, le Plan d'action du voisinage méridional que vous êtes chargé de coordonner", a-t-il relevé.

Le général d'Armée a souligné que "l'engagement des deux parties dans le sens de la valorisation des mécanismes de coopération, a permis

d'établir un partenariat solide et fructueux, qui permettra d'envisager de nouvelles opportunités pour une coopération utile et plus dense, pour les deux parties".

"Le dialogue entre l'Algérie et l'Otan traduit l'engagement des deux parties dans le sens de la valorisation des mécanismes de coopération, ce qui leur a permis d'établir un partenariat solide et fructueux qui se distingue par une dynamique de concertation, de coordination et d'échange d'expériences, qui s'est consolidée à la faveur des visites de haut niveau, effectuées de part et d'autre", a-t-il noté.

"Tout en valorisant le niveau actuel de cette coopération, j'estime que notre coopération connaîtra un nouvel élan, à la faveur de l'adoption du Programme de partenariat individuel, en cours d'examen, ce qui permettra d'envisager, pour les deux parties, de nouvelles opportunités pour une coopération utile et plus dense", a poursuivi le général d'Armée.

De son côté, M. Javier Colomina s'est félicité de "la ferme volonté affichée par la partie algérienne pour promouvoir la coopération militaire bilatérale", en saluant "les efforts et le rôle axial de l'Algérie dans le domaine du maintien de la sécurité et de la stabilité de la région", conclut le communiqué.

R. N.

## LA CONJONCTURE

Par R. N.

### Collaboration stratégique entre l'ANGEM et Giplait pour dynamiser le Secteur laitier

L'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) a récemment franchi une étape significative en signant un accord de coopération avec le Groupe lait Giplait, visant à soutenir les porteurs de projets désireux d'investir dans le secteur de la commercialisation du lait et de ses dérivés. Cette signature a eu lieu mardi à Alger et marque une avancée importante pour le développement économique local.

L'accord a été paraphé par Souad Bendjemil, Directrice générale de l'ANGEM, et Samah Lahlouh, Présidente-directrice générale du groupe Giplait, en présence de plusieurs cadres des deux entités. Cet accord souligne l'engagement des deux parties à collaborer pour encourager les initiatives concrètes dans le secteur laitier.

Dans un communiqué, les deux responsables ont souligné que cet accord représente un "pas important" vers la promotion du développement durable en Algérie ainsi qu'un soutien accru à l'économie locale. Ils ont mis en lumière la nécessité de mobiliser les porteurs d'idées et de projets dans le but d'accompagner la création de nouvelles activités liées à la commercialisation du lait et de ses dérivés.

L'objectif principal de cette collaboration est d'attirer de nouveaux entrepreneurs et porteurs de projets dans le secteur laitier. En offrant un accompagnement à ces créateurs d'activités, l'ANGEM et Giplait espèrent non seulement renforcer le tissu économique local, mais aussi contribuer à la sécurité alimentaire, en augmentant la disponibilité des produits laitiers sur le marché.

Cette initiative vient également s'inscrire dans un contexte plus large de soutien à l'entrepreneuriat en Algérie, où le secteur agroalimentaire représente un potentiel de croissance considérable.

Lors de la signature de l'accord, des chiffres sur les réalisations de l'ANGEM en 2024 ont également été présentés, fournissant un aperçu des services offerts aux micro-entrepreneurs. L'agence a un rôle clé dans l'encouragement de l'entrepreneuriat, notamment à travers le financement de projets à petite échelle et l'offre de conseils.

Ce partenariat entre l'ANGEM et Giplait pourrait donner lieu à des futures initiatives, renforçant davantage le secteur laitier en Algérie, et permettant aux entrepreneurs de bénéficier de l'expertise et de l'expérience du groupe Giplait dans la commercialisation et la distribution de produits laitiers.

Cet accord de coopération entre l'ANGEM et le groupe Giplait représente une initiative prometteuse pour le secteur de la commercialisation du lait et des produits dérivés. En favorisant un environnement propice à l'investissement et à l'entrepreneuriat.

L'ALGÉRIE RENFORCE SA FLOTTE MARITIME MARCHANDE

## Stratégie d'exportation ambitieuse

7<sup>E</sup> ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE  
Plus de 80 exposants au rendez-vous

La septième édition du Salon international de l'agriculture d'Oran (Agri Pro Expo 2025), a débuté, mercredi au centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran avec la participation d'environ 80 exposants.

Cette manifestation regroupe des acteurs économiques dans le domaine de la chaîne de l'agriculture d'Algérie et en provenance d'Arabie saoudite, d'Égypte, de Chine, d'Inde, d'Allemagne et de Pologne, afin de présenter leurs produits et investissements, a souligné à l'APS l'organisateur du Salon, Chamseddine Belhadj Amara.

Le Salon, qui accueille également des entreprises nationales spécialisées dans le financement, les assurances et les investissements dans le secteur, s'inscrit dans la vision des autorités nationales visant à renforcer l'autosuffisance alimentaire, stimuler les investissements productifs et encourager l'innovation pour une agriculture efficace et durable, selon les organisateurs.

Cet événement économique constitue un espace d'échange entre les acteurs de la production végétale et animale pour faire face aux défis stratégiques de la sécurité alimentaire, tout en présentant les solutions innovantes récentes en matière d'agriculture, notamment dans l'irrigation, la gestion rationnelle et réfléchie de l'eau, ainsi que dans la mécanisation agricole, ont expliqué les participants.

Des projets d'investissement réalisés par l'Etat dans différentes wilayas du pays dans le domaine des cultures stratégiques, de l'élevage bovin et de la sylviculture sont également présentés, ainsi que les facilités offertes aux jeunes pour les intégrer dans les différentes activités agricoles. Les start-up sont également présentes pour présenter leurs offres en matière de fertilisation naturelle et d'engrais chimiques, ainsi que de fourrage pour le bétail.

Les organisateurs ont également prévu une série de conférences et de communications animées par des experts pour débattre de sujets tels que "la résilience face à la sécheresse dans les zones agricoles vulnérables", "les changements climatiques du point de vue de l'agriculteur", "garantie des crédits d'investissement", "la consommation alimentaire en Algérie" et "les labels de qualité pour les produits agricoles et alimentaires".

Le Salon international de l'agriculture d'Oran, qui se poursuit jusqu'à samedi prochain, est organisé par l'agence "Exposium".

H.B.

L'Algérie s'engage résolument dans le développement de sa flotte maritime marchande avec l'ambition d'acquérir trois nouveaux navires de grande taille en 2025. Cette initiative, annoncée par le P-DG du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), Mohamed Tayeb Aboud, s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie d'exportation hors hydrocarbures, visant à diversifier l'économie nationale. L'initiative de GATMA de développer sa flotte maritime marchande et de renforcer ses capacités d'exportation s'inscrit dans une vision globale de diversification économique pour l'Algérie. En modernisant sa flotte et en répondant aux besoins du marché, l'Algérie se positionne pour jouer un rôle clé dans le transport maritime régional et international. Ces efforts visent non seulement à améliorer l'efficacité logistique, mais aussi à soutenir la croissance économique en dehors du secteur des hydrocarbures.

Le Groupe algérien de transport maritime (GATMA) envisage l'acquisition en 2025 de trois nouveaux navires de grande taille pour le transport de marchandises, notamment des navires vraquiers pour les céréales et le minerai de fer, dans le cadre de la nouvelle stra-



tégie d'exportation hors hydrocarbures, a indiqué, mercredi le P-DG du Groupe, Mohamed Tayeb Aboud. S'exprimant sur les ondes de la Radio algérienne, M. Aboud a affirmé que "le groupe ira sur le marché international très bientôt pour l'acquisition de nouveaux navires vraquiers pour faire face aux besoins de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) en termes d'importation et d'exportation d'excédents de céréales, tel que le blé, ainsi que pour les exportations du minerai de fer de Gara Djebilet". Selon le P-DG de GATMA, il s'agit de l'acquisition de deux grands navires vraquiers d'une capacité allant de 50.000 à 65.000 tonnes, tout en ajoutant que le troisième navire qui sera acquis est un porte-containers ayant une capa-

acité de transporter jusqu'à 2000 unités.

"Nous avons fixé l'échéance de finaliser l'opération d'acquisition de ces trois navires avant la fin de l'année 2025. L'acquisition de ces navires nous permettra de répondre à la nouvelle stratégie d'exportation hors-hydrocarbures, notamment pour assurer des dessertes sur les lignes maritimes de l'Afrique de l'Ouest", a-t-il expliqué.

### RÉHABILITATION DE LA FLOTTE EXISTANTE

En parallèle à l'acquisition de nouveaux navires, GATMA prévoit de réhabiliter et de mettre à niveau six anciens navires de sa flotte actuelle, qui compte 12 bateaux. Selon M. Aboud, le premier navire réhabilité devrait reprendre la mer dès la semaine

prochaine pour effectuer sa dernière révision de conformité aux nouvelles normes internationales environnementales. Les cinq autres navires devraient être opérationnels d'ici le 30 juin prochain. Cette démarche de réhabilitation vise non seulement à moderniser la flotte, mais également à garantir la conformité avec les normes environnementales, un aspect de plus en plus crucial dans le secteur maritime. Concernant le transport maritime de voyageurs, M. Aboud a évoqué les préparatifs en cours au sein de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), filiale de GATMA, pour la prochaine saison estivale. L'ENTMV prévoit d'affréter un nouveau navire pour répondre à la demande croissante, tout en attendant la récupération du navire Tariq Ibn Ziyad, actuellement en rénovation totale.

A l'approche du mois sacré du Ramadhan, l'ENTMV compte reconduire la promotion de réduction des prix sur les billets, décidée par les pouvoirs publics, au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger, a-t-il annoncé, assurant que cette offre commerciale sera accompagnée par "une nette amélioration de la qualité des services à bord des navires".

Hamza B.

### Lutte contre les risques de blanchiment d'argent

## Réaliser la conformité avec les normes internationales, grands défis en 2025

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé avant-hier en sa qualité de président de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme, et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, la première réunion de la commission de l'exercice 2025 dans le cadre de sa session ordinaire, indique un communiqué du ministère.

La réunion s'est déroulée en présence du vice-président de la commission, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, ainsi que des membres de la commission et leurs représentants, en vue du suivi périodique des travaux en cours concernant la modernisation du système national de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, précise le communiqué. "L'année 2025 sera une année de grands défis pour améliorer la performance du système national de lutte contre les risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et pour réaliser la confor-

mité maximale avec les normes internationales", a fait savoir le ministre des Finances dans une allocution d'ouverture. Il a également rappelé les principales actions réalisées en 2024, qui interviennent dans le cadre de "la mise en œuvre du plan d'action convenu et comprenant 13 mesures recommandées pour garantir la sortie de l'Algérie de la liste des pays soumis au suivi renforcé dans les plus brefs délais, ainsi que les principales décisions adoptées par la commission nationale lors de la dernière réunion de 2024". L'ordre du jour des travaux de la réunion a porté sur un ensemble de priorités tracées, relatives à l'adaptation du système juridique national avec les normes internationales, ainsi qu'à la mise en œuvre du plan d'action convenu, en ce sens qu'il s'agit particulièrement d'amender et d'enrichir le cadre juridique, d'examiner et d'adopter un rapport sectoriel dans ce domaine. La réunion a également connu la présentation par le représentant de la Banque d'Algérie (BA), d'un exposé concernant le 1er rapport sectoriel

inhérent au secteur bancaire et à Algérie Poste (AP), sur les risques de blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, et ce en vue de son débat et de son adoption par la Commission nationale. Le second exposé a porté sur le suivi du déroulement des travaux de la Commission de coordination nationale dans un exposé conjoint entre le coordonnateur national et le président de la cellule de traitement du renseignement financier, tandis que le chef du projet a présenté une communication sur l'état de la prise en charge des feuilles de route sectorielles. Au terme de cette réunion sanctionnée par un ensemble de décisions, M. Faïd a insisté sur "la nécessité d'intensifier et d'accélérer la cadence des travaux, en vue de réduire les délais, de renforcer la coordination entre les secteurs et de renforcer les groupes de travail avec de nouveaux membres, pour la réalisation des résultats escomptés", conclut le communiqué.

Youssef B.

### ALGÉRIE-ITALIE

## Signature d'un protocole de coopération en matière de formation policière

L'Algérie et l'Italie ont signé un protocole de coopération en matière de formation policière, et ce, dans le cadre de la visite effectuée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad en Italie, indique, mercredi, un communiqué du ministère.

"La visite de M. Merad en Italie a été ponctuée par la signature d'un protocole de coopération en matière de formation entre

l'Ecole supérieure de Police "Ali-Tounsi" et l'Ecole italienne de formation des forces de police, signé par le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), M. Ali Badaoui et son homologue italien", a précisé la même source. Cet accord, "premier du genre, constitue un nouveau cadre à même de renforcer la dynamique actuelle entre les secteurs de l'Intérieur des deux pays", selon le communiqué. Il inclut des mécanismes pratiques pour l'échange d'expertises en

matière de formation et de développement de compétences, et de méthodes de formation théorique et pratique, outre la formation des formateurs, notamment dans les nouveaux domaines, en réponse aux défis actuels, de même qu'il permet de réaliser des études conjointes dans les axes liés à l'action policière". A cette occasion, il a également "été convenu de l'élaboration d'un plan d'action commun pour la mise en œuvre du protocole, et ce, lors de la vis-

ite de responsables de la police italienne en Algérie prévue dans les semaines à venir", ajoute le communiqué.

Accompagné de M. Badaoui, M. Merad a visité l'unité des opérations centrales de Sécurité, où la délégation algérienne a reçu des explications sur le fonctionnement et les caractéristiques de cette unité, et a assisté à des exercices de simulation exécutés par les éléments de cette unité", conclut le communiqué.

R.N.

# Quelles perspectives pour l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Europe ?

Par : Abdelrahmane Mebtoul

**La révision de l'Accord d'association demandée par l'Algérie tombe dans une conjoncture délicate, où tant l'extrême droite qu'une minorité d'experts en Algérie prônent la fin de l'Accord alors que le président de la République algérien, beaucoup plus réaliste, propose une négociation apaisée, du réalisme et du pragmatisme, où selon ses propos en Conseil des ministres, l'Algérie et l'Europe étant deux partenaires stratégiques.**

1.-L'Accord d'association signé en 2005, est un accord régional incluant d'autres volets que le volet économiques, les aspects humains dont les droits de l'homme, sécuritaires et politiques contrairement à l'OMC qui est un accord mondial, l le Groupe de travail de l'accession de l'Algérie au GATT ayant été institué le 17 juin 1987, étant toujours observateur depuis près de 38 ans, se limitant aux facteurs économiques et récemment environnementaux.

La révision demandée par l'Algérie dont Bruxelles tombe dans une conjoncture délicate, où tant pour l'extrême droite qu'une minorité d'experts en Algérie prônent la fin de l'Accord d'Association alors que le président de la République algérien propose une négociation apaisée, du réalisme et du pragmatisme, où selon ses propos en

Conseil des ministres, l'Algérie et l'Europe étant deux partenaires stratégiques. Selon les experts de Bruxelles, il n'est pas question de modifier l'accord cadre qui s'applique à tous les pays qui ont signé un accord de libre change avec l'Europe, ne peut faire exception mais pouvant apporter certains assouplissements de certaines dispositions afin de favoriser un partenariat gagnant-gagnant. L'Europe reconnaît que l'Algérie est un facteur déterminant dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe et de la stabilité de la région euro méditerranéenne et africaine.

Mais la commission de Bruxelles fait remarquer à l'Algérie qu'elle n'est qu'une organisation, pouvant donner des signaux, assouplir certaines dispositions tarifaires, supposant un accord de tous les membres, mais ne peut contraindre une entreprise guidée par la seule logique du profit d'aller investir en Algérie ou dans tout autre pays qui doit améliorer le climat des affaires en procédant à des réformes pour pouvoir attirer les investisseurs qui ont une gamme d'opportunités à travers le monde. Afin de calculer le solde de la balance commerciale Algérie-Europe, la commission demande à ce que les exportations d'hydrocarbures soient inclus dans la balance commerciale et que pour toute exportation de produits finis ou semi finis ceux-ci doivent répondre aux normes qualité et cela s'applique à tous pays sans exception.

2.- Existant déjà un accord stratégique pour le volet énergétique entre l'Europe et l'Algérie, les propositions du gouvernement algérien devraient porter concernant le volet économique, essentiellement sur la révision de certaines mesures tarifaires afin de permettre l'émergence de secteurs productifs concurrentiels, avec l'ouverture du marché européen aux produits algériens dont les produits d'origine animale, certains produits semi finis comme le ciment et produits semi ferreux ainsi que les fruits et légumes, sous réserve de se conformer aux normes européennes. Mais le montant exportable dans la structure des exportations hors hydrocarbures pour 2023/2024 est relativement faible entre 200/ 300 millions de dollars contre un total d'environ 55 mil-



liards de dollars d'exportation en 2023 inclus les hydrocarbures et les dérivés. En effet, outre l'interdiction de la dualité des prix interdite dans les transactions commerciales mondiales pour ne pas fausser une saine concurrence, comme le dumping du gaz pour certains produits, ou à travers d'autres subventions, pour avoir la balance nette de devises pour l'Algérie, il faut soustraire les matières premières importées en devises en plus de l'amortissement pour les équipements. Je pense avec de nombreux experts des deux rives de la Méditerranée qui prônent l'apaisement et un dialogue productif, que ceux qui prêchent tant pour l'extrême droite européenne que certains experts algériens sans analyses sérieuses, mentalité soviétique du passé, pour mettre fin à l'Accord d'Association visent à déstabiliser l'Algérie dont fin 2024 avec les dérivés 98% de ses recettes proviennent des hydrocarbures.

Sans compter les prochaines mesures du président Trump d'augmenter les exportations de GNL en direction de l'Europe de GNL en Europe afin d'éviter des sanctions douanières, l'Algérie avec 2400 milliards de mètres cubes gazeux n'est pas la Russie avec 36.000 milliards de mètres cubes gazeux, ni l'Iran avec 32.000, ni le Qatar 22.000, les deux premiers pays qui ont su contourner l'embargo, car très proche de l'Asie, avec deux gros importateurs la Chine et l'Inde, à des prix préférentiels. L'Algérie a besoin d'attirer des investissements étrangers et de financement pour mettre en place une économie diversifiée. Du fait de l'important déficit budgétaire de plus de 66 milliards de dollars pour la loi de finances 2025, des recettes en devises de moins de 20/30 milliards de dollars la plongeront dans une crise financière et sociale.

Or ses recettes en devises proviennent pour plus de 60/70% d'Europe son espace naturel, essentiellement des hydrocarbures ne pouvant que très partiellement exporter son énergie vers l'Asie avec un coût de transport faramineux surtout avec les tensions en Mer rouge et ne pouvant concurrencer des pays proches de l'Asie comme l'Iran, le Qatar et la Russie dont

les capacités sont 15 fois supérieures. Pour ses relations avec l'Afrique, en attendant la concrétisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (15% en 2023 des échanges intra-africains selon la CNUCED) les échanges entre l'Algérie et l'Afrique entre 2022/ 2023 représentent 3,3 % pour les importations et 8% pour les exportations. Pour pénétrer le marché africain, il faudra avoir des entreprises concurrentielles en termes de coût/qualité et de la forte concurrence avec les grandes puissances comme la Chine, les USA, l'Europe, le Japon la Corée du Sud, et bien d'autres pays émergents comme la Turquie sans oublier certains pays du Golfe.

Etant exportateur essentiellement d'hydrocarbures, sans compter les importants gisements en méditerranée orientale, outre les pays traditionnels producteurs d'hydrocarbures, Algérie, Nigeria, Libye premier réservoir de pétrole plus de 42 milliards de barils, nous assistons récemment en Afrique à l'entrée de nouveaux pays gaziers et pétroliers, comme le Mozambique la Tanzanie, l'Angola, l'exploitation depuis janvier 2025 de l'exploitation de l'important champs gazier l'Île de la Tortue conjointement entre le Sénégal et la Mauritanie et sans oublier les pays qui se lancent dans les énergies renouvelables modifieront la carte énergétique de l'Afrique.

3.- Gouverner c'est prévoir et il faut entrevoir tous les scénarios en n'oubliant pas l'impact de la baisse des cours des hydrocarbures vers les années 1987/1992, qui a conduit l'Algérie à la cessation de paiement en 1994 et les effets de la crise de 2008 qui a vu les réserves de change qui avaient atteint 194 milliards de dollars fondre comme un sucre, devant transformer cette richesse virtuelle d'environ 70 milliards de dollars actuellement en richesses réelles. Et toute restriction des exportations algériennes d'hydrocarbures vers l'Europe aurait un impact sur l'Europe dépendante en 2023 de 19% de sa consommation de gaz mais déstabiliserait l'Algérie beaucoup plus vulnérable avec des impacts géostratégiques tant au niveau de l'Afrique que de l'Europe. Car force est de recon-

naître qu'en ce mois de janvier 2025 Sonatrach c'est l'Algérie et l'Algérie c'est Sonatrach, (plus de 97/98% des recettes en devises avec les dérivés) et que l'Algérie a une économie de nature publique avec une gestion administrée centralisée renvoyant à l'urgence d'une véritable décentralisation et de s'adapter au nouveau monde, dont son principal marché l'Europe qui a adopté une nouvelle directive qui élargit les infractions et renforce les sanctions en matière de délinquance environnementale et son adoption formelle par le Parlement européen le 27 février 2024 avec l'instauration de la Directive sur la diligence raisonnable en matière de développement durable des entreprises (CSDDD) qui entrera en vigueur en 2027 imposant aux grandes entreprises dont Sonatrach, de veiller à ce que leur chaîne de valeur respecte les droits de l'homme et les normes environnementales et en cas de manquement, des sanctions lourdes sont prévues, dont une amende pouvant atteindre 5% du chiffre d'affaires annuel mondial.

L'Algérie a besoin de profondes réformes structurelles dont les institutions à travers une réelle décentralisation et une participation citoyenne, passant par un système d'information fiable afin d'éviter de naviguer à vue. L'amélioration de la cotation du dinar, la lutte contre l'inflation et le chômage suppose un accroissement de la production et de la productivité interne, la véritable richesse d'une Nation reposant sur des entreprises compétitives dont le support est la valeur travail et non une rente éphémère, comme nous l'ont appris les classiques de l'économie...

Le développement durable suppose une croissance forte en libérant les initiatives des managers publics et privés, devant mettre fin au blocage de l'écosystème dont la gestion administrative qui enfante un pouvoir bureaucratique central et local sclérosant, la vocation de tout Etat étant d'être régulateur et non gestionnaire. En bref la seule solution raisonnable entre l'Europe et l'Algérie, autant que les relations entre l'Algérie et la France est la dialogue et non la confrontation.

A. M.



LAGHOUAT

## Promouvoir la filière des viandes rouges pour répondre aux besoins du marché national

**Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, a souligné, avant-hier à Laghouat, l'importance de promouvoir la filière des viandes rouges en vue de répondre aux besoins du marché national.**



**S'**exprimant lors d'une rencontre régionale sur "les mécanismes de contrôle et de régulation des marchés à bestiaux", M. Dilmi a indiqué que "la promotion de la filière des viandes rouges revêt une importance considérable pour satisfaire les besoins du marché national et réduire la dépendance aux importations".

Dans cette optique, les pouvoirs publics s'engagent à développer le cheptel, qui constitue l'un des piliers de l'économie nationale, en mettant en place des mesures visant à réguler l'approvisionnement du marché et à préserver les races locales, a-t-il ajouté. M. Dilmi a, par ail-

leurs, souligné que l'UNPA, en coordination avec la Chambre nationale d'agriculture (CNA), a établi un programme consistant à organiser des rencontres régionales regroupant des agriculteurs, éleveurs et marchands de bestiaux, afin de débattre des moyens de promouvoir la filière des viandes rouges et d'assurer un approvisionnement suffisant du marché national. S'agissant de l'amélioration de la qualité et l'augmentation de la productivité, le même intervenant a insisté sur l'importance d'intensifier l'appui scientifique, la préservation des races locales, ainsi que l'encouragement de l'investissement dans la filière.

Le SG de l'UNPA a égale-

ment proposé de relancer cette filière, conformément à une vision stratégique axée sur le développement de l'élevage ovin, bovin et camelin, à travers l'accompagnement et le soutien des professionnels du secteur. Pour sa part, le président de la CNA, Mohamed Yazid Hambli, a indiqué que l'Algérie mène une véritable bataille pour atteindre la sécurité alimentaire, précisant que cet objectif repose sur une volonté politique ferme, faisant de l'agriculture un secteur prioritaire, avec un plan d'urgence visant à moderniser cette activité stratégique. Cette tendance a été réaffirmée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans

son discours à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la création de l'UNPA, où il a donné des directives pour le développement du secteur agricole, notamment celles visant à relancer la production nationale de viandes rouges.

Cette rencontre régionale, qui s'est déroulée à la maison de la culture Abdallah-Benkeriou de Laghouat, en présence des représentants des wilayas du Sud-est, est la quatrième du genre organisée par l'UNPA en coordination avec la CNA sur la régulation de l'élevage et la production de viandes rouges.

ADRAR

## Les activités en milieu ouvert, un mécanisme efficace pour la qualification et la réinsertion des détenus

**L**e ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemâa, a affirmé, avant-hier à Adrar, que les activités en milieu ouvert de l'administration pénitentiaire constituent un mécanisme efficace pour la qualification des détenus en vue de leur réinsertion socioprofessionnelle. Après avoir procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation du siège du tribunal administratif d'Adrar, le ministre s'est enquis de l'espace de milieu ouvert, sis dans la région de Tillilène, Nord d'Adrar, où des explications lui ont été fournies, à l'appui d'une fiche technique, sur cet établissement et sur les diverses activités professionnelles réalisées par les détenus au niveau de cet espace s'étendant sur 1.500 hectares. Ces activités consistent en le développement de l'arboriculture fruitière et d'autres d'essence sylvicole, les cultures maraichères, l'aquaculture et l'élevage, à fort rendement, selon les données fournies. Le ministre a mis l'accent sur la valorisation et le renforcement de ce mécanisme, par une diversification de l'éventail des opportunités offertes aux détenus en vue de leur permettre de disposer d'une qualification permettant leur réinsertion socioprofessionnelle et le montage de leurs propres microentreprises. Sur site, M. Boudjemâa a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation d'un puits d'irrigation pour les cultures réalisées par les détenus, avant de présider, au terme de sa visite de travail, une opération de boisement au carré de la justice, à proximité de la route menant à l'aéroport Cheikh Sidi-Mohamed Belkebir d'Adrar.

SÉTIF

## Inauguration d'un projet de renforcement de l'AEP de six communes

**L**e ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a présidé avant-hier à Ain Legradj (nord de Sétif), le lancement d'un projet portant sur le renforcement de l'alimentation en eau potable de six communes du nord de la wilaya de Sétif où vit une population de près de 61.000 habitants et ce, à partir du barrage de Tichy-Haf (Bejaïa). M. Derbal, accompagné du wali de Sétif, Mustapha Limani, a présidé au niveau de la station de pompage d'Ain Legradj la mise en service de ce projet qui alimente, dans le cadre des grands transferts hydrauliques, les communes de Guenzet, Harbil, Ain Legradj, Beni Ourtilane, Beni Chebana et Beni Mouhli, en plus de trois communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Ce projet d'AEP qui a nécessité la réalisation de 10 stations de pompage (dont 3 sont situées sur le territoire de la wilaya voisine de Bordj Bou Arreridj), de 6 réservoirs d'une capacité totale de 43.000 m<sup>3</sup>, et de 72 km de conduites de différents diamètres, bénéficie à une population totale de 94.640 âmes (dont 33.890 dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj). Le projet, selon les explications des responsables concernés, a été subdivisé en trois parties, la première ayant consisté à construire et à équiper une station d'épuration à Tichy-Haf, la seconde à renforcer l'AEP de trois communes de Bordj Bou Arreridj, le tout pour une enveloppe de 18,500 milliards de dinars, et la troisième à renforcer l'AEP de six communes du nord de Sétif, pour un montant de 10,100 milliards de

dinars. Insistant sur l'entretien et la maintenance des équipements, le ministre a engagé les responsables locaux de son secteur à "anticiper les problèmes qui viendraient à survenir afin de les résoudre rapidement, qu'il s'agisse des équipements relatifs à l'AEP, à l'hydraulique agricole ou à l'assainissement", le secteur de l'Hydraulique étant, selon lui, "étroitement lié au reste des secteurs de dévelop-

pement". M. Derbal poursuit sa tournée dans la wilaya de Sétif en présidant, dans la commune d'Ouled Saber, à une dizaine de km du chef-lieu de wilaya, la mise en service de la 2ème phase du projet d'alimentation en eau potable de 100.000 habitants des communes de Sétif et d'Ouled Saber. Un projet qui permet également d'alimenter la grande zone industrielle d'Ouled Saber et trois zones d'en-

trepôt et d'activités. Le ministre a également présidé l'inauguration, dans le cadre de sa visite de travail à Sétif, d'un périmètre irrigué de 9.319 hectares, alimenté en eau depuis le barrage de Mahouane, englobant les communes de Guidjel, de Guellal et de Mezloug, au sud de Sétif, et qui a nécessité un investissement public de l'ordre de 18 milliards de dinars.

## La caravane "Jeunes et Mémoire nationale" fait halte à Skikda

**L**a caravane "Jeunes et Mémoire nationale" a fait halte avant-hier dans la wilaya de Skikda, sa troisième station après Biskra et Batna, dans le cadre d'une tournée devant sillonner six wilayas du pays. La première destination de la caravane à Skikda a été le stade 20 août 1955 de la ville à l'entrée duquel se trouve un bulldozer utilisé jadis par l'occupant français pour enterrer au milieu du même stade les chouchada de l'offensive du 20 août 1955. Au Musée régional du Moudjahid colonel Ali Kafi, les participants à la caravane ont pris connaissance des événements majeurs de la Révolution de libération nationale dans cette wilaya relatée par des historiens et des moudjahidine. L'Enseignant d'histoire à l'Université de Skikda et président du comité scientifique du musée, Toufik Salhi, a mis l'accent dans son intervention à l'occasion sur le rôle des jeunes dans la préservation de la Mémoire nationale par leur association à la célébration des différentes occasions historiques afin de leur permettre de s'imbiber des valeurs de la révolution. Des moudjahidine ont également pris part à la rencontre dont Allaoua Alakmi (92 ans) qui avait rejoint les rangs de l'Armée de libération de nationale à l'âge de 22 ans et a participé à l'attaque de l'aéroport militaire de l'occupant français durant l'offensive du 20 août 1955 et Yahia Amar qui avait 20 ans lorsqu'il a rejoint la révolution en 1956. Ces deux

combattants de la liberté ont invité les jeunes à ne pas oublier les chouchada et les moudjahidine qui au péril de leurs vies ont levé les armes contre le colonisateur et à être à la hauteur de la responsabilité et contribuer à la construction d'une Algérie puissante. De son côté, le président de la commission de la citoyenneté, du bénévolat, de la vie associative et de la participation des jeunes à la vie publique au Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Moussa Nouri, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que le CSJ tend à travers cette caravane à encourager les jeunes à s'intéresser à l'histoire nationale pour enraciner en eux les valeurs et constantes nationales. La caravane s'est également rendue vers le monument commémoratif de la localité Zamane, dans la commune de Bouchtata qui avait accueilli les préparatifs de l'offensive du Nord constantinois sous le commandement du chahid Zighoud Youcef puis vers le monument érigé dans la commune d'Ain Kachra en souvenir de la bataille d'Oued Zegar. Initiée par le CSJ en coordination avec le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, la caravane se dirigera dans les prochains jours vers Tizi Ouzou, Alger et Tissemsilt avant de clôturer sa tournée par une conférence nationale de synthèse des conclusions de cette tournée, selon les organisateurs.

## SAHARA OCCIDENTAL

# Le documentaire sur la chanteuse "Mariem Hassan" témoigne de la résilience des Sahraouis par la culture

**Projeté au grand festival international du film documentaire, Fipadoc 2025, le documentaire "Mariem Hassan, pour un Sahara libre" témoigne de la résilience des Sahraouis par la culture, affirme à un média français Mohamed Salem Werad, l'un des quatre réalisateurs du collectif qui a consacré dix années à réaliser ce film.**



Maroc.

"Nous avons un slogan : « La culture et la musique au service de la libération », parce que, pendant la période coloniale espagnole (...) il n'y avait qu'une poignée de personnes qui savaient lire ou écrire. C'était donc une nation avec beaucoup d'analphabètes et une culture orale. Le seul moyen de faire passer le message était la poésie, les chansons, l'enseignement oral. C'est la musique qui communiquait avec les gens, touchait leur cœur et renforçait leurs convictions quant à la nécessité de se défendre et de lutter pour la liberté de leur pays", a-t-il expliqué.

Selon Mohamed Salem Werad, les Sahraouis doivent "beaucoup à la musique et aux artistes, en particulier à Mariem Hassan et beaucoup d'autres grands artistes qui ont consacré leur vie, élevé le moral, éduqué et motivé le peuple à poursuivre la lutte pour un Sahara occidental libre et indépendant".

Evoquant l'héritage de Mariem Hassan, le réalisateur du documentaire souligne la nécessité d'en prendre le soin et de le perpétuer.

"Nous devons poursuivre la lutte pour elle, pour la génération précédente et pour la génération à venir, afin de ne pas vivre les mêmes souffrances que Mariem Hassan et les générations précédentes de Sahraouis : l'occupation, l'exil, les mauvais traitements, les meurtres, les emprisonnements, mais de construire

un Etat qui mérite leurs sacrifices", a-t-il soutenu, relevant que "Mariem Hassan et beaucoup d'autres sont morts avec la conviction que, un jour, le Sahara occidental sera libre".

Le réalisateur du documentaire déplore, dans ce contexte, les "barrières qui empêchent les chanteurs sahraouis d'être reconnus ou connus à l'extérieur".

"Nous avons passé quarante ans sans électricité et sans aucun autre moyen de développement. Nous étions limités et il était donc impossible que nos voix et nos musiciens soient entendus à l'extérieur. Bien sûr, ce n'est pas l'intérêt de l'Espagne, de la France ou d'autres pays d'avoir des artistes sahraouis et de parler de ces artistes à l'intérieur de leur pays. Car cela conduirait à une discussion sur leur implication et leur soutien inconditionnel à l'occupation marocaine", a-t-il regretté.

Il a rappelé, à ce titre, que le Sahara occidental demeure la dernière colonie en Afrique, parce que des superpuissances "ont décidé de fournir au Maroc le soutien dont il a besoin pour maintenir l'occupation militaire du Sahara occidental et pour continuer à exploiter ses riches ressources naturelles et ses réserves et bien sûr pour fournir des services à ces puissances".

"Le Maroc est un Etat qui est prêt à faire le sale boulot pour les pays occidentaux. Par conséquent, ils sont également prêts à fermer les yeux sur ses violations

et l'occupation du Sahara...", a-t-il conclu.

**CLAUDE MANGIN  
ENTAMERA FIN MARS  
UNE MARCHÉ POUR LA  
LIBERTÉ DES  
PRISONNIERS**

**POLITIQUES SAHRAOIS**

Accompagnée de participants solidaires, la militante française des droits de l'homme, Claude Mangin, entamera le 30 mars une marche d'Ivry (France) jusqu'à Kenitra (Maroc) pour réclamer la liberté des prisonniers politiques sahraouis, a-t-on appris lundi auprès de l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD).

Lors de ce périple baptisé "Marche pour la liberté", Claude Mangin va traverser la France et l'Espagne pour faire connaître la situation des prisonniers politiques sahraouis, dont son mari Naâma Asfari, condamné à 30 ans de prison en 2013.

Cette marche, soutenue par l'AARASD, vise à demander la libération des prisonniers politiques sahraouis, exiger le respect du droit de visite de Claude Mangin à son mari Naâma Asfari, emprisonné à Kenitra, et renouveler l'intérêt pour la cause sahraouie, a expliqué la même source.

Elle a aussi pour objectif de mobiliser les réseaux associatifs, politiques et culturels sur le trajet, consolider les liens associatifs franco-hispano-sahraoui,

développer un plaidoyer politique auprès des gouvernements français, espagnol et marocain, et appeler au respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. La Marche pour la liberté qui s'étalera sur un parcours de 3.000 km (à pied, en vélo, en voiture, en transports en commun), sera ponctuée d'étapes en France et en Espagne, pendant lesquelles des événements seront organisés : Marches, tables rondes, conférences, rencontres avec les élus, cinéma, expositions, ateliers créatifs ou encore des matchs de foot des équipes de la diaspora sahraouie.

Au cours de deux mois de mobilisation, la marche sera l'occasion de réitérer les appels au Maroc de "se conformer aux décisions de l'ONU sur le droit de visite de Claude et sur la libération des prisonniers sahraouis détenus arbitrairement", a-t-on ajouté.

En novembre 2016, le Comité contre la torture des Nations unies a condamné le Maroc pour fait de tortures sur Naâma Asfari. En représailles, Claude Mangin est interdite de rendre visite à son époux.

Après 5 expulsions, elle entame en 2018 une grève de la faim pendant 30 jours. Une seule visite aura lieu avant d'être à nouveau refoulée.

En mai 2023, l'ONU dénonce dans une lettre au Maroc l'interdiction de visite de Claude Mangin à son mari. Quelques mois après, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire juge illégale l'incarcération des activistes sahraouis du groupe Gdeim Izik. Dans son avis, l'ONU exhorte le Maroc à libérer immédiatement ces prisonniers.

Aujourd'hui, le campement de protestation pacifique de Gdeim Izik reste le symbole de la résistance à l'occupation marocaine.

## TUNISIE

**Quatre ans de prison pour l'homme d'affaires Mehdi Ben Gharbia**

L'homme d'affaires Mehdi Ben Gharbia a été condamné à quatre ans de prison pour corruption financière et fiscale. La Chambre criminelle du Tribunal de première instance de Sousse 1 a condamné, lundi 27 janvier 2025, l'homme d'affaires Mehdi Ben Gharbia à une peine de quatre ans d'emprisonnement, dont trois ans pour des infractions fiscales. Incarcéré depuis plus de trois ans, il était accusé de corruption financière et administrative liée à deux sociétés qu'il possède : une entreprise de fret de marchandises et une autre de conseil. En plus de la peine de prison, le tribunal a infligé à M. Ben Gharbia une amende de 50 000 dinars. Hafedh Brigui, membre de son équipe de défense, a confirmé à Mosaïque FM que le jugement avait été rendu. Par ailleurs, le ministère public a annoncé avoir interjeté appel de cette décision.

## LIBYE

## Le groupe italien Eni approuve trois projets gaziers

La compagnie énergétique italienne Eni a approuvé trois nouveaux projets de gaz naturel en Libye pour répondre à la demande intérieure croissante, assurer la sécurité énergétique et accroître les exportations vers l'Europe, selon Luca Vignati, directeur de l'exploration et de la production d'Eni. Vignati a souligné la contribution significative d'Eni à la production de gaz en Libye, en évoquant sa joint-venture avec la National Oil Corporation (NOC) à travers Mellitah Oil & Gas. S'adressant à la plateforme américaine Energy Voice, il a

confirmé qu'Eni reste le plus grand producteur de gaz en Libye et le principal fournisseur du marché intérieur.

En 2024, la production de gaz d'Eni en Libye a atteint environ 8,5 milliards de mètres cubes, soit 80 % de la production totale du pays. Sur ce total, 7 milliards de mètres cubes ont été alloués à la couverture de 70 % des besoins de production d'électricité, produisant plus de 3 gigawatts d'électricité. En outre, 1,5 milliard de mètres cubes ont été exportés vers l'Italie via le gazoduc Greenstream.

Les opérations d'Eni en Libye s'étendent sur sept régions clés, couvrant environ 80 000 kilomètres carrés. Il s'agit notamment des zones situées le long de la côte méditerranéenne près de Tripoli, du bassin de Syrte près de Benghazi et des régions désertiques du sud de la Libye.

Vignati a souligné l'importance des investissements d'Eni dans le secteur énergétique libyen, à la fois pour le marché intérieur et pour garantir les besoins énergétiques de l'Europe dans un contexte de défis d'approvisionnement mondial.

## AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

# Quelques regards sur la jeunesse en général et les jeunes ruraux, en particulier

Par Mohamed KHLATI (\*)

**Souvent dit-on qu'il faut faire quelque chose pour les jeunes parce qu'ils constituent les hommes et les femmes de demain, les responsables et les décideurs de demain. Cela n'est pas tellement faux, mais on croit pouvoir dire autrement. Il faut s'occuper des jeunes parce qu'ils sont le dynamisme d'aujourd'hui, l'enthousiasme et la créativité, l'esprit innovateur d'aujourd'hui et tout ce qui en découle c'est le fruit d'aujourd'hui et le bienfait de demain.**

**E**n Algérie, l'importance accordée aux jeunes est déjà pleinement confirmée dans la Constitution de



2020 (Art.73) qui stipule d'une manière explicite que « l'Etat veille à réunir les moyens institutionnels et matériels à même de développer les capacités de la jeunesse et à encourager son potentiel créatif »

Doté aujourd'hui d'un cadre institutionnel « le Conseil supérieur de la jeunesse » qui constitue une idoine assise pour participer pleinement à la vie publique et contribuer au développement national, les jeunes ont toute la possibilité d'exprimer leur volonté d'œuvrer de l'avant, à la promotion socio-économique du pays. Cette entité (le conseil) est venue concrétiser l'un des 54 engagements du Président de la République qui veille, d'une façon soutenue à inscrire la promotion de la jeunesse comme l'une des priorités nationales,

c'est dire que le Conseil dédié à l'expression des jeunes constitue une aubaine qui leur permet d'adhérer pleinement à la "nouvelle dynamique" que connaît le pays.

Cet organe consultatif institué le 27 octobre 2021, en vertu des dispositions de la Constitution de 2020, formule des avis, des recommandations et des propositions concernant les questions relatives aux besoins de la jeunesse ainsi qu'à son épanouissement dans les domaines économique, social, culturel, sportif et autres. Il contribue aussi entre autres, à la promotion des valeurs nationales, de la conscience patriotique, de l'esprit civique et de la solidarité sociale au sein de cette catégorie de la population et participe à la conception du

plan national jeunesse, ainsi que des politiques, des stratégies, des programmes et des dispositifs publics y afférents tout en favorisant l'esprit de citoyenneté, le volontariat et l'engagement des jeunes vis-à-vis de la société.

Ainsi donc, le conseil muni d'une panoplie de missions et de prérogatives, aussi larges que diversifiées lui conférant la responsabilité de s'intéresser à toutes les catégories et franges en mettant en exergue leurs préoccupations et attentes et ce, en coordination avec les instances publiques qui veillent indéniablement à leur promotion.

Dans ce modeste essai que nous réservons à la jeunesse, nous n'avons nullement la prétention d'aborder d'une façon exhaustive la problématique liée à cette catégorie de la population, mais seulement tenter de mettre sur le parterre certaines idées qui sont, estimons-nous au centre d'intérêt de cette frange sociale tout en ciblant particulièrement les "jeunes ruraux" et leur implication dans les grands enjeux économiques, politiques et sociaux et les défis qu'ils peuvent relever en matière de développement du pays et notamment en ce qui concerne le développement agricole et rural et de la manière par laquelle, ils peuvent être une force motrice pour promouvoir un tel développement, base de la sécurité alimentaire.

En prélude, il convient de souligner que la position des jeunes ruraux dans le processus de renouvellement des générations est à l'intersection de deux dynamiques essentielles. La première est celle des transformations économiques et sociales de la ruralité elle-même; la seconde est en relation

avec les enjeux à portée structurelle pour l'avenir des formations sociales rurales dans leur ensemble, pour être un soubassement de l'évolution.

Voyons alors dans le contour de ce moult d'acceptions, certains éléments descriptifs inhérents à la jeunesse et notamment la jeunesse rurale, en se référant à laquelle un grand intérêt est accordé presque partout dans les milieux de réflexion, ici et ailleurs d'ailleurs visant à promouvoir les jeunes et leur permettre d'exprimer leur volonté et leur motivation pour contribuer au progrès et développement des nations.

## 1. Les jeunes ruraux en quête de promotion.

Disons tout d'abord qu'à l'échelle mondiale, une énorme bibliothèque s'est constituée autour du développement des zones rurales et des populations qui y vivent. Dans ces zones, dit-on, la lutte quotidienne des pauvres pour leur survie particulièrement dans les régions les plus défavorisées et peu industrialisées, peut être une menace insidieuse, ici où la pauvreté épuise parfois, non seulement les hommes, mais également les ressources naturelles.

Très fertiles en volonté, mais démunies souvent de moyens, les populations rurales dans de nombreuses régions du monde se trouvent accablées à des conditions du milieu défavorables, des populations parmi lesquelles, les jeunes ruraux en paient souvent un lourd tribut, car imbriqués dans "un circuit de misère", cette jeunesse dont les espoirs en butte aux marasmes, ne peut ni se développer, ni créer des richesses.

Suite en page 9



## Suite de la page 8

Circonscrits dans de tels problèmes, les jeunes ruraux particulièrement ceux dénués de formation et d'enseignement adéquat, se mettent à chercher d'autres issues. Parmi eux, ceux et celles qui ne succombent pas à l'apathie et au désespoir, se mettent à conquérir les villes, mais en réalité ces jeunes ne font que courir de la pauvreté à la misère, car la vie dans les villes engendre de nouveaux frais et de nouvelles charges qu'ils ne peuvent y satisfaire.

Les jeunes s'aperçoivent alors que la grande part de leurs revenus-lorsqu'ils obtiennent un poste de travail aussi dérisoire soit-il-est absorbée par les frais de l'alimentation, du logement, du transport et autres qu'ils ne peuvent y couvrir. Cette catégorie prise entre l'aspiration de vivre dans la ville et le retour au village sera livrée enfin au désespoir ; il en découle parfois des dérapages et des maux sociaux.

Héritiers des effets néfastes de l'accroissement démographique et d'une activité agricole qui constitue la base économique et sociale des zones rurales et particulièrement vulnérables au manque de services sociaux, sportifs et culturels en réponse à leurs attentes, de plus privés, pour la plupart, d'une éducation qui favorise l'épanouissement de leur intelligence, les jeunes ruraux seraient en danger. Mais bien que livrés à de telles conditions, ces jeunes ne perdent pas pour autant espoir, ils s'attendent à des perspectives plus prometteuses pour accéder aux possibilités d'emploi et de création de richesses. Pour une large part, c'est le secteur de l'agriculture qui leur offre les opportunités de s'épanouir.

Telle est résumée en somme, l'image qu'on peut dresser « vaille que vaille » concernant la jeunesse rurale dans de nombreux endroits de la planète notamment dans certaines régions appauvries par les tensions, les guerres et les aléas de la nature. Dès lors, la conscience et la volonté humaine, seront mises à rude épreuve.



## 2. Le concept de la jeunesse:

Tout d'abord, il n'existe pas une unanimité sur le concept de la jeunesse et ses limites d'âge. Cette étape est comprise entre l'enfance et l'âge adulte. Le terme "jeunesse" ne désigne pas seulement un stade chronologique de la vie, mais chaque société à ses propres indicateurs, ses repères et ses propres critères de définition. Pour certaines sociétés, des garçons et des filles de dix (10) ans et peut-être moins ne sont plus considérés comme des enfants. Pour d'autres, le stade d'enfance dure plus longtemps. En dépit de cette énorme diversité, il existe des caractéristiques communes à la jeunesse. Il s'agit d'une période de transition, de développement de l'indépendance sur les plans physique et moral, de préparation scolaire ou non, aux exigences, aux devoirs et aux responsabilités de membres à part entière de la communauté. C'est un moment d'incertitude et de découvertes. C'est également une période où les dons, les compétences et les intérêts, la valeur en tant qu'individu et membre d'un groupe et

les aspirations sont mises à l'épreuve. C'est une période où l'avenir-passionnant ou lugubre-apparaît dans toute sa dimension" (FAO-Journée mondiale de l'alimentation 1988).

Aussi et à des fins statistiques, les Nations Unies utilisent le terme "jeunes" pour désigner des catégories d'âges de 15 à 24 ans, une définition retenue lors des travaux de l'année internationale de la jeunesse (1985) et approuvée par l'Assemblée générale de l'ONU dans sa résolution 36-28 de 1981. De nombreux pays dans le monde utilisent aussi la limite de l'âge de la majorité (correspondant généralement à 18 ans) comme un élément de référence pour parler de la jeunesse. C'est l'âge à partir duquel un individu est considéré comme adulte et bénéficie d'une égalité de traitement. Néanmoins, la définition opérationnelle et les nuances à apporter à l'expression « les jeunes » varient, nous avons vu, d'un pays à l'autre, selon des facteurs socioculturels, institutionnels, économiques et politiques.

Aujourd'hui, les Nations

Unies estiment qu'il existe 1,2 milliard de jeunes répondant au critère d'âge de 15 à 24 ans représentant 16% de la population mondiale. Cependant, à l'horizon 2030, l'échéance retenue pour la mise en œuvre du programme de développement durable et de ses 17 objectifs (ODD), le nombre de jeunes devrait augmenter de 7 % pour atteindre près de 1,3 milliard d'individus, estiment les Nations unies.

## 3. Les problèmes auxquels sont en butte les jeunes

Dans l'arbre des attentes, chaque catégorie de jeunes à ses aspirations et ses préoccupations. En somme, dans beaucoup d'endroits, les jeunes ne sont pas à l'abri des problèmes. Ils sont livrés parfois aux problèmes de la sous-alimentation, du manque de logements adéquats et de services médicaux et sociaux, de la dégradation de l'environnement qui sont autant de difficultés exacerbées dans de nombreux cas par les conséquences des tensions, des conflits et des guerres. Les changements climatiques affectent aussi les jeunes, car ils induisent l'exode suite aux sécheresses récurrentes, aux inondations et au phénomène de désertification. Les jeunes ruraux sont en outre et souvent, dans certaines régions, acculés à des problèmes particuliers dont le plus important est peut-être l'impossibilité d'acquiescer un enseignement satisfaisant de telle sorte que non seulement les écoles sont rares et manquent de personnels et d'équipements et parfois les programmes dispensés ne sont pas adaptés aux intérêts et aux besoins de ces jeunes du milieu rural. Aussi, lorsque la scolarisation est possible, ce sont les parents qui, parfois, ne veulent pas ou ne peuvent pas pour des raisons économiques ou autres sociales, envoyer leurs aînés à l'école et tout particulièrement les filles. Il en découle souvent et c'est clair, un analfabétisme crucial, ce qui constitue pour eux un handicap et un fardeau qu'ils entraînent, peut être toute la vie, un phénomène qui s'aggrave et qui devient une tare à supporter par le pays concerné. Ainsi, un grand nombre de jeunes restent donc mal préparés du point de vue intellectuel et professionnel à participer à la vie économique, sociale, culturelle et

politique de la communauté et ils ne peuvent de ce fait, avoir le bagage nécessaire pour contribuer d'une façon efficace aux processus de développement local ou national en dépit de leur espoir de se voir promouvoir. Dans bien de cas, la jeunesse rurale pose aux pouvoirs publics un certain nombre de problèmes qu'ils doivent d'abord comprendre et percevoir. L'expérience acquise en la matière dans diverses parties du monde a permis de constater qu'il se pose presque partout les mêmes difficultés liées tout particulièrement :

- à la motivation : réalisant que les zones rurales sont omises dans les programmes de développement, les jeunes perdent confiance et s'inquiètent de leur avenir. Dès lors, ils épousent l'idée de partir ailleurs notamment dans les villes, là aussi, avons-nous soutenu, ils n'ont pas d'avenir, au contraire ils aggravent les problèmes sociaux et infrastructurels des grands centres urbains.

- à la formation : bien que de nombreux jeunes aient fréquenté les écoles, ils se voient souvent démunis du savoir-faire et savoir faire valable pour gagner leur vie dans les zones rurales. Aussi, ils restent mal préparés et peu équipés pour répondre aux exigences du développement rural, en particulier.

- à la participation : cet aspect est peut-être le plus important. Les jeunes se sentent souvent isolés et ne parviennent pas à s'insérer dans le contexte local. Dans certains cas, ils ne sont pratiquement pas représentés et n'ont aucun moyen de se faire entendre. Livrés à eux-mêmes et à défaut d'une orientation valable, les jeunes perdent espoir; ils aggravent de la sorte, les conditions de vie dans les zones rurales voire urbaines.

- aux opportunités et possibilités : En réalité, ils n'existent pas assez de programmes ou de projets qui visent particulièrement les jeunes ruraux, mis à part, certains projets enregistrés dans le cadre de coopération et ils sont très rares. Aussi, même si des programmes sont envisagés, ils sont à caractère général et ne répondent pas directement aux préoccupations spécifiques de ces jeunes.

*A suivre*



TSA

CHEMS-EDDINE HAFIZ

# « Les liens entre la Grande Mosquée de Paris et l'Algérie sont en jeu »

**La Grande Mosquée de Paris est sous forte pression en France dans un contexte de graves tensions diplomatiques avec l'Algérie.**

**S**on recteur Chems-Eddine Hafiz répond, dans cet entretien à TSA, à toutes les accusations concernant la gestion de l'institution, la certification Halal, les relations entre la Grande mosquée de Paris et l'Algérie, les tentatives marocaines de mettre la main sur l'institution.

**CHEMS-EDDINE HAFIZ ÉVOQUE AUSSI CE QUE RESSENT LA DIASPORA ALGÉRIENNE**

La Grande mosquée de Paris est accusée d'avoir mis en place un « juteux système financier » à travers la certification Halal pour l'Algérie. Que répondez-vous à ces accusateurs, qui vont jusqu'à évoquer un problème de « sécurité » ?

Ces accusations sont totalement infondées. Le mandat accordant à la Grande Mosquée de Paris l'exclusivité de la certification Halal des produits importés en Algérie émane d'une décision du ministère algérien du Commerce et du ministère algérien des affaires religieuses, signée en décembre 2022 et rendue effective en juin 2023. Ce mandat a permis d'améliorer la situation grâce à l'expérience de la Grande Mosquée en la matière, qui remonte à 1939. Je rappelle d'ailleurs que l'Etat français a, lui-même, agréé la Mosquée de Paris, par arrêté ministériel du 15 décembre 1994, comme organisme religieux habilitant des sacrificateurs rituels. La certification Halal est d'abord une responsabilité morale à l'égard des



consommateurs, algériens comme français. Nous garantissons que nos activités respectent les préceptes religieux et d'autre part les réglementations algérienne, française et européenne. La délivrance de nos certificats répond à des critères stricts et à une série de contrôles, qui va des abattoirs aux laboratoires d'analyse. Le « juteux système financier » dont parlent les détracteurs n'est rien de moins qu'une nouvelle source de financement, transparente et bénéfique, pour le culte musulman, qui en manque cruellement.

L'idée de taxer l'économie Halal, ce qui est autre chose, pour financer le culte est d'ailleurs discutée au sein du Forum de l'islam de France, la nouvelle instance de dialogue initiée par le ministère de l'Intérieur français.

Comment peut-on reprocher à la Grande Mosquée de Paris de trouver des ressources tout en rendant un service essentiel ?

Pourquoi la Grande mosquée de Paris est ciblée ? Est-ce seulement à cause de ses liens avec l'Algérie, qui est en crise en ce moment avec la France ?

La Grande Mosquée de Paris est une institution symbolique qui joue un rôle clé dans l'organisation de l'islam en France. Cette position fait parfois d'elle une cible d'attaques, en fonction de considérations politiques ou idéologiques. Elle est en ce

moment visée par une campagne de désinformation : les plus basses calomnies semblent permises, dont celles sur sa gestion de la certification Halal. Ses liens historiques et actuels avec l'Algérie sont évidemment en jeu. En dehors des détracteurs habituels, l'agitation est provoquée par les mouvements hostiles au rapprochement entre les deux pays.

Parmi eux se trouvent les groupes qui jettent l'opprobre sur les musulmans à longueur de journée et souhaitent les exclure du passé et du futur de la France. Cet épisode regrettable ne nous détournera pas de nos missions ni de nos engagements.

Certains vous reprochent votre grande proximité avec le gouvernement algérien, que répondez-vous ?

Je dirige la Grande Mosquée de Paris en toute indépendance et en pleine lumière, avec pour seule boussole l'intérêt des musulmans et l'harmonie de la société. Depuis toujours, la Grande Mosquée de Paris représente un lien entre la France, l'islam, son histoire, ses cultures, et le monde musulman. Ses relations avec l'Algérie ou avec d'autres pays à majorité musulmane ne sont pas une menace, mais une véritable richesse. J'ai affirmé dès mon arrivée à la tête de l'institution mon souhait de nourrir ces relations et d'ériger des passerelles

vertueuses entre la France et l'Algérie. Mes rapports avec le gouvernement algérien s'inscrivent tout simplement dans des projets qui construisent ces passerelles. Oui, la Grande Mosquée de Paris est fière d'amener les enfants ou les aînés à de couvrir l'Algérie grâce aux colonies de vacances ou aux cures thermales. Est-ce là la preuve d'une impardonnable « influence étrangère » ? Soyons sérieux.

Des médias marocains ont tenté d'inventer une « histoire marocaine » à la GMP et certains réclament que sa gestion soit confiée au Royaume. Y a-t-il un enjeu pour le contrôle de l'islam de France ?

Il y a surtout de l'agitation inutile, alors que de nombreux défis attendent d'être relevés. Le culte musulman en France appartient à tous les musulmans vivant sur le territoire, quelle que soient leurs origines. Les racines de la Grande Mosquée de Paris se trouvent dans le sang versé par les soldats musulmans venus de tout le Maghreb, de toute l'Afrique subsaharienne, et de plus loin encore, pour reconquérir la liberté de la France en 1914-1918. Fidèle à ce symbole, elle travaille pour le bien de chaque musulman du pays et pour favoriser sa citoyenneté. Les tentatives de réécriture ou de revendication de son histoire sont donc malvenues et ne servent qu'à exacerber les divisions.

Quels sont les liens historiques et actuels entre la Grande Mosquée de Paris et l'Algérie ?

La Grande Mosquée de Paris a une histoire forte et singulière avec l'Algérie. Tous ses recteurs sont nés en Algérie. La Société des Habous, propriétaire et gestionnaire de l'institution, fut fondée à la Mahkama d'Alger. Dans les années 1980, elle a commencé à bénéficier de la subvention annuelle de l'Etat algérien ainsi que des imams détachés du ministère des Affaires religieuses. Cet accord, pleinement accepté par l'Etat français, a permis de sauver l'édifice. Il a aussi permis à la Grande Mosquée de Paris d'accompagner le développement du culte en France, de défendre la dignité et les apports des musulmans, de porter le message paci-

fique de l'islam contre les dérives extrémistes et pour la cohésion sociale. Ainsi cette relation n'est en rien contradictoire à l'engagement républicain de la Grande Mosquée, que personne ne peut contester. Demeurant avant tout une institution religieuse, elle mène aussi, conformément à ses prérogatives originelles, des actions culturelles, caritatives, éducatives, à destination de tous, qui mettent en valeur les contributions des terres d'islam au patrimoine universel. L'Algérie est l'une de ses terres. J'ai grandi avec les trésors spirituels, éthiques et culturels de mon pays natal. Je veux les partager au monde. Et je sais qu'ils résonnent dans le cœur de tant de personnes en France. Quel mal y-a-t-il à cela ? Outre la Mosquée de Paris, l'Algérie et les Algériens sont aussi attaqués en France par le courant extrémiste. Pourquoi ? Ces attaques sont souvent le fruit de stéréotypes et de préjugés tenaces, qui servent à alimenter les discours populistes ou extrémistes d'aujourd'hui. Quand certains luttent contre les idées-reçues, d'autres veulent opposer les différentes composantes de la société française. La Grande Mosquée de Paris sera toujours du côté du dialogue et de la lutte contre les discours de haine. Son rôle est d'unir, non de diviser.

Comment la diaspora algérienne vit-elle la crise actuelle entre l'Algérie et la France ?

Je ne veux pas prétendre parler en son nom, mais je ressens une grande tristesse et une grande incompréhension.

La diaspora algérienne se voit réduite à une image dégradante, qui n'est pas elle.

Je pense à tous ces hommes et ces femmes qui étudient, soignent, enseignent, aident, travaillent dans la société française et participent à sa prospérité.

Ces voix-là ne s'expriment pas, peut-être par sidération, peut-être parce qu'elles n'ont pas à prouver leur contribution au bien collectif. Il y a tant de belles existences partagées entre les deux rives de la Méditerranée, et tant à inventer encore pour un horizon commun. Ne gâchons pas tout.

ALGÉRIE 360

FLÉAU DES « INTERVENTIONS » EN ALGÉRIE

## Les opportunistes dans le viseur du ministre de la Justice

**L**ors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Adrar, ce lundi, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaâ, a exhorté les responsables des tribunaux et des conseils judiciaires à accorder une attention particulière aux citoyens et à les écouter afin de trouver des solutions à leurs problèmes. Ces derniers sont souvent amenés à effectuer de multiples déplacements dans les locaux des conseils judiciaires à la recherche de médiations qui leur permettraient de régler leurs affaires.

Il a dénoncé sans détour le fléau de la Maârifâ, ce système de relations et de favo-

ritisme qui gangrène de nombreux secteurs, y compris la justice. Lotfi Boudjemaâ a souligné que la fréquence à laquelle les citoyens se rendent dans les tribunaux signifie que leurs problèmes n'ont pas trouvé de solution et qu'il est nécessaire de s'en occuper. Il a précisé que s'occuper d'eux ne signifie pas forcément leur donner raison, mais plutôt les écouter, ce qui représente parfois la moitié de la solution.

**LE MINISTRE DE LA JUSTICE DÉNONCE LA MAÂRIFÂ ET LES ESCROCS DE LA JUSTICE**

« Les gens ont besoin d'être écoutés,

pas d'être floués », a-t-il martelé, soulignant que les citoyens ne devraient pas avoir à se tourner vers des intermédiaires pour régler leurs problèmes. Mais c'est surtout sur les imposteurs que le ministre s'est montré particulièrement virulent. Il a dénoncé les pratiques de ceux qui usurpent des identités ou se vantent de relations influentes pour soutirer de l'argent aux citoyens désespérés. « Il se propose, il te dit je connais tel PDG, tel ministre... non, il faut mettre un terme à cela ! », a-t-il tonné. Le ministre a mis en garde contre les risques d'escroquerie et de fraude auxquels sont exposés les citoyens de la part de cer-

tains individus malhonnêtes qui promettent de régler leurs problèmes en prétendant connaître le ministre, des responsables ou des directeurs généraux. Ces pratiques sont fausses, a affirmé Boudjemaâ, ajoutant qu'il en avait été informé.

Le ministre a annoncé des mesures fermes pour lutter contre ces pratiques, allant jusqu'à évoquer des poursuites judiciaires sans aucune compassion. « Nous ne laisserons plus ces escrocs agir en toute impunité », a-t-il averti.

Il a déclaré que la satisfaction des citoyens est la satisfaction de tous, car la justice est au service du citoyen.

DEVANT ENTRER EN VIGUEUR AUJOURD'HUI

# Interdiction de l'UNRWA, une décision extrémiste aux retombées catastrophiques

**Devant entrer en vigueur aujourd'hui, la décision de l'entité sioniste d'interdire l'UNRWA d'exercer ces activités sur le territoire occupé de la Palestine, inquiète de plus en plus la communauté internationale au regard de rôle vital auquel joue cette organisation humanitaire, une décision cynique qui aura sans doute des retombées négatives sur l'acheminement d'aides au peuple palestinien opprimé et privé du moindre droits.**

**A** cet effet, Le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil Abou Rudeineh, a condamné l'intention de l'occupation sioniste de mettre fin au travail de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), y voyant "une violation des résolutions des Nations unies" en vertu desquelles l'agence a été créée.

Le responsable palestinien, cité par l'agence de presse Wafa, a précisé, dans un communiqué de presse mercredi, que la décision sioniste concernant l'UNRWA "contribuera à accroître l'escalade et la tension dans la région en raison de son impact sur les services fournis par l'agence à environ 6 millions de réfugiés palestiniens à l'intérieur des camps", appelant à tenir l'entité sioniste "pleinement responsable des graves répercussions de cette décision".

Abou Rudeineh a souligné également que les Nations unies "doivent assumer leurs responsabilités conformément au droit international et obliger l'occupant à revenir sur cette décision et d'assurer la poursuite du travail de l'UNRWA dans la fourniture de ses services aux réfugiés palestiniens, jusqu'à ce que leur problème soit résolu conformément aux résolutions de la légitimité internationale".

Il a estimé que les tentatives sionistes actuelles d'interdire le travail de l'UNRWA "visent à liquider la question des réfugiés et à éliminer le droit au retour", soulignant que la question des réfugiés "est une ligne rouge pour notre peuple et nos dirigeants, et l'un des objectifs de tout futur règlement politique".

## UNE DÉCISION "METTRAIT EN PÉRIL" LE CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

Pour sa part, le commissaire général de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini, a mis en garde avant-hier, que l'interdiction par l'entité sioniste des travaux de l'agence onusienne à El-Qods occupée, "mettrait en péril" le cessez-le-feu en vigueur à Ghaza, après plus de 15



mois d'agression sioniste dévastatrice.

" limiter nos opérations maintenant, en l'absence d'un processus politique et alors que la confiance dans la communauté internationale demeure très faible, mettrait en péril le cessez-le-feu", à Ghaza, a averti Lazzarini, lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation de l'UNRWA, demandée et présidée par l'Algérie. Alors que des dizaines de milliers de personnes retournent dans le nord de l'enclave après 15 mois de guerre, M. Lazzarini a indiqué que tous les Palestiniens de Ghaza se tournent désormais vers l'UNRWA, "l'agence qu'ils ont connue toute leur vie", pour obtenir de l'aide. Devant le Conseil de sécurité, le chef de l'UNRWA a rappelé que son agence, forte de 13.000 personnes réparties dans 300 locaux, constitue "la plus grande présence" de l'ONU à Ghaza.

Dans ce contexte, il a jugé que limiter les opérations de l'agence porterait non seulement atteinte au cessez-le-feu, mais "saboterait" également le redressement et la transition politique à Ghaza.

Et d'ajouter que cela "compromettrait les capacités des Nations unies au moment même où l'aide humanitaire doit être considérablement renforcée" et "ne ferait qu'aggraver les conditions de vie déjà catastrophiques de millions de Palestiniens".

En Cisjordanie occupée, a prévenu Lazzarini, la fin des opérations de l'UNRWA "privera également les réfugiés palestiniens d'éducation et de soins de santé".

Le chef de l'UNRWA a, par ailleurs, indiqué que la menace posée par les efforts politiques visant à démanteler son agence est aggravée par les difficultés financières qu'elle traverse, alors que ses principaux donateurs ont décidé de réduire ou de mettre fin à leurs contributions.

Dans ce contexte, M. Lazzarini a lancé un appel urgent à une augmentation du soutien financier à l'UNRWA, au versement rapide des fonds alloués et à un déblocage des fonds suspendus.

## "IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE À L'UNRWA"

De son côté, le Représentant permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations Unies, Riyad Mansour, a réaffirmé qu'"il n'y a pas d'alternative" à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), menacé d'interdiction par l'entité sioniste.

"Il n'y a pas d'alternative au gouvernement palestinien et il n'y a pas d'alternative à l'UNRWA", a déclaré l'ambassa-

teur Mansour, lors d'une réunion mardi à New York, du Conseil de sécurité sur la situation de l'UNRWA, demandée et présidée par l'Algérie. Le diplomate palestinien a souligné que l'entité sioniste "a tout détruit à Ghaza, sauf le lien sacré entre un peuple et sa terre". Et de poursuivre dans ce contexte: "Leurs racines sont trop profondes. Leur histoire est millénaire. Les blessures de leur Nakba (expulsion de leurs terres ancestrales en 1948) ne sont pas encore cicatrisées. Par centaines de milliers, ils retournent donc dans le nord d'où ils ont été déracinés et expulsés par la puissance occupante". L'ambassadeur palestinien à l'ONU a aussi souligné l'"importance de restaurer la vie et l'espoir pour le peuple palestinien, avec le soutien de la communauté internationale".

Le Parlement sioniste a adopté le 28 octobre 2024, deux lois interdisant les activités de l'UNRWA, en violation flagrante des principes fondamentaux du droit international. Le premier texte interdit les activités de l'UNRWA en Palestine occupée. Et le second interdit aux responsables sionistes de travailler avec l'agence humanitaire et ses employés, ce qui devrait considérablement perturber les activités de l'Office. Les appels à l'entité sioniste à annuler sa décision relative à l'UNRWA se multiplient, plusieurs pays et organisations jugeant "irremplaçable" cette agence.

## L'ONU APPELLE L'ENTITÉ SIONISTE À REVENIR SUR SA DÉCISION

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a également et encore une fois, appelé l'occupant sioniste à revenir sur sa décision exigeant l'arrêt des opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), à El-Qods occupée d'ici le 30 janvier.

Dans une lettre, Guterres a appelé l'entité sioniste à revenir sur cette décision en se basant sur le cadre juridique régissant les activités de l'UNRWA et son caractère irremplaçable, se référant à ses obligations envers l'agence en vertu d'un accord conclu avec les Nations Unies en 1967, et en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, qui s'applique à l'UNRWA, a rapporté l'agence de presse Wafa.

Il a souligné que le droit international stipule que l'entité n'a pas le droit d'imposer sa souveraineté sur les territoires palestiniens occupés et qu'"elle ne peut pas invoquer les dispositions de sa législation", y compris la loi adoptée pour interdire l'UNRWA, "pour justifier son manquement à ses obligations en vertu du

droit international".

Guterres a fait référence aux résolutions de l'Assemblée générale qui ont accordé à l'UNRWA un mandat pour opérer dans ses zones d'opération, y compris El-Qods, soulignant qu'en vertu du droit international, une "puissance occupante" doit établir des mécanismes pour aider les civils dans les territoires qu'elle occupe.

Il a expliqué que toute mesure empêchant l'UNRWA de poursuivre ses activités compromettrait gravement la fourniture d'une réponse humanitaire appropriée dans le territoire palestinien occupé, notant la confirmation de l'Assemblée générale dans sa résolution publiée lors de sa dixième session extraordinaire d'urgence le 11 janvier 2024, selon laquelle aucune organisation ne peut remplacer le mandat de l'UNRWA à fournir les services et l'assistance requis.

## LE CESSEZ-LE-FEU, 1ÈRE ÉTAPE VERS LA RECONSTRUCTION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE LOCALE À GHAZA

D'autre part, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a affirmé que le cessez-le-feu est la première étape vers l'acheminement de l'aide d'urgence et la reconstruction de la production alimentaire locale dans la bande de Ghaza, où plus de 2 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence en raison de l'effondrement de la production agricole. "Le cessez-le-feu offre une occasion cruciale de répondre à la crise alimentaire catastrophique à Ghaza en permettant la distribution d'une aide d'urgence et en lançant des efforts de relèvement rapide. Mais ce n'est que le début d'un long chemin pour se remettre de cette dévastation", a souligné la Directrice générale adjointe de la FAO, Beth Bechdol, dans un communiqué publié avant-hier. "Nous aurons besoin d'une paix durable et d'un accès durable pour répondre aux immenses besoins et veiller à ce que personne à Ghaza ne soit laissé pour compte", a-t-elle ajouté.

Selon M. Bechdol, la FAO s'est engagée à assurer la sécurité alimentaire à long terme. Dans l'intervalle, les efforts de redressement immédiats donneront la priorité à la reconstruction des infrastructures agroalimentaires, telles que les serres, les puits et les systèmes solaires, et à l'intensification de la distribution d'intrants agricoles essentiels pour rétablir la production alimentaire locale. L'agression sioniste qui a ravagé pendant plus de 15 mois la bande de Ghaza a entraîné une grave insécurité alimentaire pour l'ensemble de la population de la bande de Ghaza, certaines communautés étant au bord de la famine. La dernière évaluation géospatiale réalisée par la FAO et le Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT) entre octobre et décembre 2024 révèle que l'étendue des dégâts causés aux terres agricoles de Ghaza a atteint des niveaux sans précédent. Selon cette évaluation, 75 % des champs autrefois utilisés pour les cultures, ainsi que les oliveraies, ont été endommagés ou détruits. Plus des deux tiers des puits agricoles (1 531 au total) ne fonctionnent plus, ce qui entrave l'irrigation. Les pertes de bétail s'élèvent à 96 %, la production laitière est quasiment à l'arrêt et seulement 1 % des volailles sont encore en vie. Le secteur de la pêche est également au bord de l'effondrement, ce qui aggrave encore l'insécurité alimentaire. "L'agriculture doit être au cœur des efforts d'urgence et de rétablissement", a insisté Bechdol.

# Ce légume oublié est l'arme secrète d'une détox réussie

**Le radis noir, légume souvent négligé, est un véritable allié pour une détox réussie. Il soutient la santé du foie, améliore le transit et favorise l'élimination des toxines, tout en offrant de nombreux bienfaits pour votre bien-être.**

## UN LÉGUME POUR SOUTENIR LA SANTÉ DU FOIE

« Le foie a un rôle dans la détoxification et l'élimination des déchets : les produits de dégradation du métabolisme cellulaire doivent être transformés pour diminuer la toxicité puis ils sont éliminés » explique Mireille Étienne, diététicienne et nutritionniste. Mais si vous souhaitez lui donner un petit coup de pouce, notamment après des excès, il est possible de changer légèrement son régime alimentaire.

Il est dans un premier temps



conseillé de boire suffisamment : entre 1,5 et 2 litres d'eau par jour. Cela permet un fonctionnement optimal du foie et du drainage des toxiques. Certains fruits et légumes riches en vitamine C, comme le cassis, les kiwis, le poivron cru ou le chou cru peuvent vous y aider.

Il existe aussi un légume oublié qui peut vous être d'une

grande aide. Il s'agit du radis noir. « Le Radis noir est une plante herbacée avec une racine de surface noire et à la chair blanche. Il active la sécrétion et l'élimination de la bile (cholérétique et cholagogue). Il est recommandé de faire très attention en cas de lithiase biliaire » conseille l'experte.

« Au vu de sa grande quantité

de magnésium, le radis noir améliore considérablement le transit intestinal, notamment en cas de constipation occasionnelle. Sa teneur élevée en potassium (554 mg/100 g) stimule les facultés drainantes des cellules hépatiques » ajoute le Laboratoire Lescuyer.

Le radis noir aurait aussi une action bénéfique pour le système

cardiovasculaire. Que du bon !

## COMMENT CONSOMMER LE RADIS NOIR ?

Pour chasser les ballonnements, éviter la constipation ou soutenir la santé du foie en favorisant la production et l'écoulement de la bile, le radis est véritablement une arme secrète pour une détox réussie. Et il existe plusieurs façons de le consommer.

Il est ainsi possible de cuisiner :

Du radis noir râpé : comme des carottes, que vous ajoutez à vos salades, en l'assaisonnant d'une vinaigrette légère ;

Le radis noir au four : en tranches ou en quartiers, avec un peu d'huile d'olive et de poivre : cela adoucit le côté piquant en donnant au légume une texture plus douce ;

Sauté à la poêle : des tranches de radis noir avec de l'huile d'olive, de l'ail et des fines herbes ;

En purée ;

Mariné : faites mariner des morceaux de radis noir avec du vinaigre de riz, du sucre, du sel et les épices de votre choix.

En pickles.

En soupe : avec d'autres légumes pour une soupe copieuse et réconfortante.

## Découvrez les incroyables bienfaits des bouillons épicés pour votre digestion !

Découvrez comment les bouillons épicés, agrémentés de gingembre, poivre, coriandre et autres épices, stimulent la digestion. Enrichis de légumes, protéines et vermicelles, ces bouillons sont un allié délicieux pour votre confort digestif.

### DES ÉPICES QUI FAVORISENT LA DIGESTION

Vous le savez certainement : les bouillons maison sont excellents pour la santé. Mais si vous souhaitez qu'ils vous aident à bien digérer, il est possible de rajouter quelques épices qui vont tout changer. C'est par exemple le cas du gin-

gembre. « Le gingembre, avec sa saveur piquante et ses propriétés médicinales, est en tête de liste. Il stimule la production de sucs gastriques, favorisant ainsi une digestion plus efficace. Que ce soit râpé dans les sautés, infusé dans les thés ou ajouté aux smoothies, le gingembre est une épice polyvalente qui peut être utilisée dans une variété de plats, sucrés ou salés, pour améliorer la digestion » explique Houda Dafir, naturopathe.

Le poivre noir pourrait également vous être d'un grand secours. D'après la naturopathe, il : « est un incontournable de la cuisine et stimule la production d'acide chlorhydrique dans l'estomac, améliorant

ainsi la digestion. Fraîchement moulu, il peut être ajouté à une variété de plats et d'infusions pour ajouter une touche de piquant tout en favorisant un environnement digestif optimal ». Le poivre est généralement « recommandé de consommer du poivre en cas de nausées, ballonnements, flatulence ou constipation » confirme Cédric Ménard, diététicien et nutritionniste.

La coriandre, le curcuma, la menthe, le cumin ou le fenouil peuvent également vous aider à mieux digérer.

### UN BOUILLON QUI SE DÉCLINE À L'INFINI

Pour faire un bouillon, réconfortant, et qui vous aidera à digérer, il existe plusieurs recettes. Il faut y mettre :

Des légumes : un ou plusieurs au choix : chou chinois, carottes, poireaux, champignon, algues, oignons nouveaux... ;

Une protéine : porc, crevette, tofu, bœuf, poulet, œuf... ;

Des vermicelles : de riz, de blé ou de soja ;

Pour parfumer de l'ail, du gingembre ou de la coriandre ;

Pour assaisonner : de la sauce soja, du bouillon de volaille, du poivre...

À vous de trouver l'accord qui vous convient le plus !

## Les effets méconnus du sucre sur votre moral dévoilés !

Le sucre peut faire plus de mal que de bien à votre moral ! S'il donne une sensation de bien-être temporaire, il peut entraîner nervosité et troubles de l'humeur. Découvrez comment éviter ces effets.

### L'HYPOLYCYMIE PROVOQUE DES TROUBLES DE L'HUMEUR

On entend souvent qu'un peu de sucre peut remonter le moral. Mais qu'en est-il réellement ? Certaines études récentes semblent contredire cette affirmation. « La consommation excessive de sucre peut non seulement avoir un impact sur la prise de poids, et le développement de diabète de type 2 mais peut éga-

lement avoir un effet néfaste sur le stress, les troubles de l'humeur, la fatigue, la qualité du sommeil et même la dépression » explique Valérie Binet, diététicienne et nutritionniste. Et cela s'explique par le fait qu'une alimentation trop riche en glucides ou la consommation excessive d'aliments à index glycémique élevé entraîne un pic de glucose dans le sang : un pic d'hyperglycémie. Le corps sécrète alors beaucoup d'insuline pour revenir à la normale : le niveau se stabilise alors en dessous du niveau habituel, ce que l'on appelle couramment une « hypoglycémie réactionnelle ». « Ce pic d'hypoglycémie peut se manifester par des signes de nervosité, des tremblements, une fringale, une

sensation de faiblesse, ne touche pas que les personnes diabétiques ; beaucoup de personnes peuvent y être sensibles. Chacun a une sensibilité propre et peut ressentir ces symptômes quelques heures après l'absorption de sucre en prise isolée ou en excès. Cet état d'hypoglycémie peut également provoquer des troubles de l'humeur (tristesse, agressivité ou euphorie) » explique la nutritionniste. L'hypoglycémie, en plus d'avoir un impact sur le moral, peut aussi entraîner une sensation de fatigue intense. Ainsi, le sucre pourrait augmenter les sécrétions de dopamine, molécule du plaisir, sur le moment. Malheureusement, son effet sur notre moral est de courte durée.

### FAUT-IL ARRÊTER LE SUCRE ?

Récemment, beaucoup de personnes prônent, notamment sur les réseaux sociaux, l'arrêt total de leur consommation de sucre. Mais il n'est pas nécessaire d'être si radical. Il peut être bon, dans un premier temps, de changer quelques habitudes pour réduire sa consommation. Il est possible notamment de :

Éviter les boissons sucrées : si vous avez soif, optez pour de l'eau.

Opter pour des aliments entiers : ils doivent se rapprocher le plus possible de leur état naturel, sans avoir subi de transformation.

Choisir judicieusement ses

collations : légumes, yaourt, fromage, noix... ;

Choisir des céréales à teneur réduite en sucre ;

Cuisiner à la maison.

« Il ne faut pas diaboliser le sucre qui reste un aliment/ingrédient associé au plaisir. Supprimer le sucre aurait pour conséquence de créer potentiellement une frustration qui serait peut-être compensée par une surconsommation à un moment ou à un autre de sucre ou d'autres aliments à un autre moment de la journée. Si on apprécie le goût sucré, il est peut-être intéressant de devenir « gourmet » plutôt que « gourmand » et de prendre le temps de déguster, en pleine conscience ».



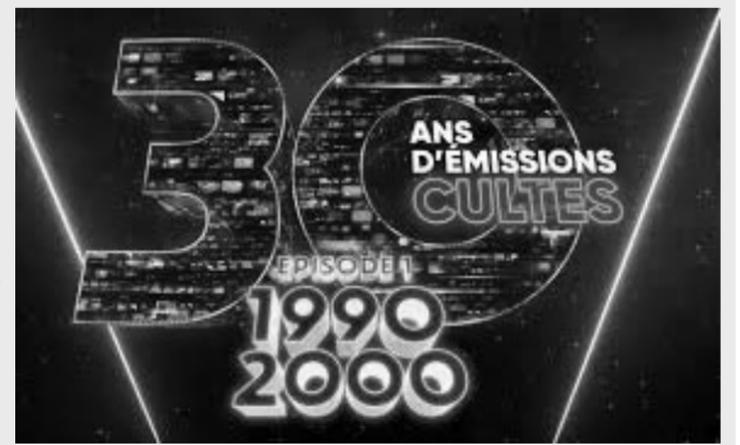
## Selection du vendredi

**TF1**

20h55

### 30 ans d'émissions cultes

Les artistes emblématiques marquant le paysage humoristique français reviennent sur leur carrière. De leurs débuts, à leur plus grand succès en passant par leur sketch culte, ils dévoilent leurs secrets et leurs anecdotes. Parmi ces stars de l'humour on retrouve ce soir : Les Inconnus, le Palmashow, Patrick Sébastien, Jamel, Florence Foresti entre autres. L'envers de la médaille, les coulisses parfois cocasses donnent lieu à des confidences croustillantes et inédites. Ils reviendront également sur leurs mémorables moments de télévision.



**CANAL+**

20h45

### Ducobu passe au vert

Avec : Damien Pauwels, Elie Semoun, Emilie Caen, Loïc Legendre, Frédérique Bel Nouvelle rentrée à St Potache. Cette année, Ducobu a une idée de génie : prendre une année sabbatique pour sauver la planète, mais surtout pour sécher l'école. Cependant, Latouche ne compte pas le laisser faire si facilement.



### Arnaques !

**6** 21h00

Ce magazine qui décrypte les arnaques les plus redoutables, celles qui transforment la vie en cauchemar et coûtent parfois extrêmement cher, revient pour une deuxième saison. Julien Courbet et ses équipes ont remonté les filières et mis à jour les pièges tendus par les escrocs. Qu'il s'agisse d'arnaques sur Internet, d'usurpation d'identité ou d'entreprises frauduleuses, on découvre leurs techniques affûtées pour attirer leurs victimes dans les mailles de leurs filets, mais aussi les conseils avisés de professionnels et d'experts pour s'en prémunir.



france  
**2**

20h45

### Rugby : Tournoi des Six Nations

Deuxième la saison passée derrière l'Irlande, le XV de France repart à la conquête du titre dans le Tournoi. Depuis le grand chelem exceptionnel réalisé en 2022, les Tricolores n'ont pas réussi à briser l'hégémonie des Irlandais qui visent un troisième sacre consécutif cette



année. Absent l'an dernier en raison de son engagement avec la sélection qui disputait les JO, Antoine Dupont revient au sien du pack français qui doit s'imposer devant son public du Stade de France face aux Gallois pour espérer jouer le titre. Thomas Ramos et les Bleus partent favoris face aux XV du Poireau qui sort d'une année 2024 noire après avoir enchaîné onze défaites d'affilée. Dans l'enceinte dyonisiene, Gareth Anscombe et les siens vont tout mettre en oeuvre pour réagir et décrocher un succès qui leur permettrait de mettre fin à ce mauvais cycle.

france  
**3**

20h55

### Crime à Ramatuelle

Avec : Florence Pernel, Lola Dewaere, Matthieu Burnel, Florent Peyre, Chloé Chaudoye

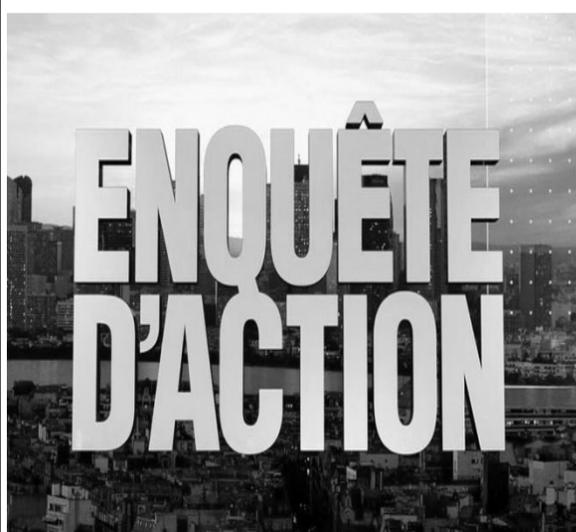
Une nuit, Sébastien, 34 ans, propriétaire d'une plage et héritier du domaine Lacassagne, se fait assommer par un cambrioleur. Il a le temps d'appeler les secours, mais ces derniers arrivent trop tard. Peu après, la mère du défunt apprend aux enquêtrices qu'a priori, l'auteur d'a pas volé d'objet de valeur. Accompagnée de la capitaine Caroline Martinez, la procureure Élisabeth Richard est rapidement sur une piste, faisant le lien entre cette affaire et la disparition deux ans plus tôt d'une jeune suédoise, ancienne petite amie du journaliste Grégoire Spaletta.



**9**

20h00

### Enquête d'action



À Toulouse, la quatrième ville la plus peuplée de France, l'augmentation de la délinquance se fait ressentir jusque dans les transports en commun. Afin de sécuriser les métros, les trains et les bus de la Ville rose, les vingt-trois agents de la BSTC, Brigade de Sécurisation des Transports en Commun, sont prêts à intervenir à tout moment du jour et de la nuit. Immersion dans le quotidien intense des agents de cette unité d'élite, rythmé par les interpellations de fauteurs de troubles responsables d'agressions et trafics en tout genre.

**12,56 PLUS** de 12,56 millions d'emplois créés en Chine en 2024.

MAJORITAIREMENT CONÇUE PAR DES OCCIDENTAUX

## L'IA n'est jamais neutre

**Cet article, élaboré avec l'aide de l'IA, un outil devenu pratiquement accessible à tous "au moins dans sa version gratuite", permet d'effectuer des tâches rapidement tout en minimisant les erreurs, notamment d'orthographe, de grammaire et de conjugaison, comme le montre cet article.**

Les divers programmes d'IA disponibles sur Internet, à l'instar de ChatGPT, développé par OpenAI, Bard, développé par Google, Bing Chat, une fonctionnalité intégrée à Microsoft Bing, Claude, ou bien DeepSeek, un moteur de recherche qui utilise l'IA conçu par les Chinois. Ses moteurs disponibles que ce soit, sur nos smartphones ou nos ordinateurs, offrent des services à la demande. Par exemple, ils peuvent rédiger une simple

demande, tout comme ils peuvent produire des articles journalistiques plus complexes, tels que des analyses sur la situation humanitaire dans une région du monde. Dans ce contexte, il est crucial de définir votre position par rapport à cette situation, car le moteur de cette IA peut générer des résultats indésirables.

L'utilisation des applications d'intelligence artificielle dans le domaine des sciences humaines, notamment en ce qui concerne les médias et le journalisme, ainsi que l'histoire et la géopolitique, exige un niveau élevé de conscience et de connaissance. En effet, les moteurs sur lesquels reposent ces applications d'intelligence artificielle ont été développés selon une pensée occidentale et une idéologie qui diffèrent de nos valeurs et principes, ou du moins qui ne correspondent pas à notre vision des événements dans différentes régions du monde.

Par ailleurs, les tensions qui se sont déclenchées partout dans le monde, à l'instar du conflit ukrainien, ont révélé le double standard exercé par les Occidentaux, même dans leurs applications d'IA. Les développeurs de ces applications s'efforcent d'imposer leur vision du monde en accord avec les intérêts stratégiques des pays qui soutiennent les projets d'intelligence artificielle. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a mis en lumière le biais présent

dans le traitement de l'information par l'intelligence artificielle. L'utilisation de diverses applications d'intelligence artificielle pour rédiger des articles analytiques sur les événements et leurs évolutions peut ne pas donner les résultats escomptés en raison du manque de neutralité dans les articles produits par l'intelligence artificielle, surtout que nous ne trouvons pas ces valeurs que le monde occidental vante, telles que la démocratie, la justice et la liberté d'expression. Si nous prenons la question ukrainienne comme exemple, l'intelligence artificielle qualifie cela d'invasion des troupes russes sur le territoire ukrainien, tout en accordant d'une manière ou d'une autre un droit implicite à l'Occident, à travers l'OTAN, de s'étendre vers l'Est.

### NOTRE HISTOIRE EN DANGER

L'utilisation des moteurs d'intelligence artificielle (IA) pour écrire l'histoire et fournir des analyses basées sur des données a suscité un intérêt croissant dans le monde numérique. Cependant, bien que cette technologie promette des avancées considérables dans la recherche et la création de contenu, elle comporte également des risques importants. Loin d'être une simple avancée technologique, le recours à l'IA dans l'écriture historique soulève des préoccupations quant à la précision et à



l'intégrité des récits, surtout pour les générations futures qui pourraient en être de plus en plus dépendantes.

Les moteurs d'IA, comme ChatGPT ou d'autres modèles de traitement du langage naturel, sont capables de traiter de grandes quantités d'informations et de produire des textes rapidement. Cela peut sembler avantageux pour produire des récits historiques, mais cette technologie peut également simplifier à l'extrême des événements complexes, en omettant des nuances essentielles. L'Histoire est souvent le produit de multiples perspectives, d'interprétations variées et de contextes culturels et sociaux qui ne se prêtent pas à une simple synthèse algorithmique. À cet égard, il est devenu

nécessaire de réfléchir à l'investissement dans des projets d'intelligence artificielle, qui est désormais un moyen de défendre l'existence d'une nation entière. Dans ce contexte, on peut mentionner le moteur d'intelligence artificielle développé en Chine, connu sous le nom de « DeepSeek », qui défend vigoureusement la souveraineté de la Chine sur Taïwan. Ce que l'on peut souligner ici, c'est que le monde arabe et africain, qui dépense des millions de dollars pour acquérir des joueurs de football, pourrait consacrer le quart de ce qu'il investit dans ce sport au développement de telles technologies pour défendre son existence et ses principes historiques culturels et intellectuels.

Hamza Belaidi

### Post scriptum

Par B. Chellali

Après deux décennies d'échanges déséquilibrés et en défaveur de l'Algérie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a tenu à ce que l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) soit révisé. Cette révision a pour objectif de rééquilibrer les clauses de l'accord et d'arriver à un partenariat gagnant-gagnant et ouvrir la voie à l'Algérie de mettre sur le marché européen des produits qu'elle n'avait auparavant pas le droit d'exporter vers l'espace européen comme les produits d'origine animale. L'accord signé en 2002 avait été négocié dans la précipitation. Si les autorités algériennes de l'époque n'avaient pas été plus regardantes sur les clauses, c'est à cause du contexte politique de l'époque où l'Algérie venait de sortir d'une décennie de terrorisme et la structuration de l'économie nationale qui n'exportait que les hydrocarbures.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé depuis quelques années. Les exportations du pays hors du secteur des hydrocarbures se sont diversifiées et étendues à d'autres domaines notamment la production agricole, les minerais, le ciment, les produits alimentaires et d'autres à récemment souligné le président de la République. En effet, l'accord dans ses clauses établit un cadre de coopération dans tous les domaines, y compris le

## L'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne doit établir un cadre de coopération dans tous les domaines

commerce. L'UE est le plus grand partenaire de l'Algérie et représentait environ 50,6 % du commerce international du pays en 2023.

Du point de vue de l'Algérie, l'accord comporte beaucoup de commerce et peu d'investissement d'où cette volonté d'aller vers une révision profonde de toutes les clauses de ce partenariat qui prévoyait la mise en place d'une zone de libre échange en 2017 avant que cette échéance ne soit reportée et ne résulte pas d'un conflit mais vise à soutenir les bonnes relations entre l'Algérie et l'UE en tant que partenaire sur la base du principe gagnant-gagnant, a rappelé encore le président Abdelmadjid Tebboune tant les clauses conférées à l'accord et son caractère inéquitable. En effet, pendant que les marchandises européennes affluaient, l'Algérie n'avait pratiquement rien à placer hormis son pétrole et son gaz.

Un bilan établi en 2015 a fait ressortir un déficit abyssal en défaveur de l'Algérie en hors hydrocarbure.

En dix ans, l'Algérie a importé pour 220 milliards d'euros de marchandises de l'UE et a exporté pour la même période et pour le même espace pour 14 milliards d'euros. Le manque à gagner en droit de douane causé par le démantèlement tarifaire s'est élevé pour la même période à 700 milliards de dinars.

Pendant cette période, l'industrie nationale a fortement cumulé des importations à 600 milliards de dinars par an/ selon les chiffres des statistiques de l'Office européen Eurostat publiés en décembre 2017, les chiffres des IDE détenus par les entreprises en Algérie s'élevaient à 14,62 milliards d'euros à fin 2026. Si les conditions de démantèlement tarifaire peuvent paraître équitables car réciproques il n'en demeure pas moins que l'Europe a souvent recours à d'autres techniques pour se barricader notamment des normes sanitaires, de sécurité et autres très strictes. En effet, l'UE européenne refuse toute mesure prises par ses partenaires pour protéger leur économie.

Le cas de l'Algérie. En juin 2024, une procédure a été ouverte contre l'Algérie qui a pris des mesures souveraines de rationalisation de ses importations et de régulation de ses investissements. La Commission européenne avait souligné la mise en place par l'Algérie de restrictions dans plusieurs secteurs allant des produits agricoles aux véhicules à moteur à un système de licence d'importation et une interdiction d'importation et une obligation faite pour les constructeurs automobiles d'intégrer un pourcentage automobiles croissant de produits locaux. Deux mois parés en septembre 2024, un produit algérien s'est

fait appliquer une réglementation européenne. Après plusieurs semaines de succès phénoménales en France la pâte à tartiner El-Mordjane de fabrication algérienne a été bloquée sur décision du ministère français de l'Agriculture qui a mis en avant ce règlement de l'UE fixant la liste des pays autorisés à mettre sur les marchés européens des marchandises comportant dans leur composition des produits d'origine animale; El-Mordjane comporte du lait importé paradoxalement de France.

La pâte à tartiner El-Mordjane est un exemple de produit de qualité que l'Algérie fabrique sans pouvoir le placer en Europe et dans la foulée, l'Algérie a découvert que de nombreux produits fabriqués localement ne peuvent pas être exportés vers l'Europe comme la mayonnaise, le fromage, les pâtes à tartiner ainsi que les produits agricoles qui sont soumis à des quotas.

Ainsi les futures négociations avec l'UE devront porter selon l'exigence de l'Algérie essentiellement sur l'ouverture du marché européen à tous les produits algériens et plus particulièrement au volet relatif aux produits d'origine animale ainsi que les fruits et légumes que l'Algérie produit en quantité et en qualité.

B. C.